

**SÉNAT DE BELGIQUE**

SESSION DE 2004-2005

1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 2004

**Proposition de loi complétant le Code des sociétés par des dispositions relatives à la publicité des rémunérations des administrateurs de sociétés cotées en bourse et de sociétés de droit public**

**RAPPORT**

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DES FINANCES ET DES AFFAIRES  
ÉCONOMIQUES  
PAR

MM. **PIERRE GALAND ET ETIENNE  
SCHOUPPE**

**BELGISCHE SENAAAT**

ZITTING 2004-2005

1 DECEMBER 2004

**Wetsvoorstel tot aanvulling van het Wetboek van vennootschappen met bepalingen betreffende de openbaarmaking van bezoldigingen van bestuurders van genoteerde vennootschappen en vennootschappen van publiek recht**

**VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE FINANCIËN EN VOOR  
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN  
UITGEBRACHT DOOR

DE HEREN **PIERRE GALAND EN ETIENNE  
SCHOUPPE**

Composition de la commission/Samenstelling van de commissie:  
**Président/Voorzitter** : Jean-Marie Dedecker.

**A. Membres/Leden :**

SP.A-SPIRIT	Mimount Bousakla, Flor Koninckx, André Van Nieuwerkerke.
VLD	Jean-Marie Dedecker, Margriet Hermans, Luc Willems.
PS	Pierre Galand, Joëlle Kapompolé, Olga Zrihen.
MR	Jihane Annane, Berni Collas, Marie-Hélène Crombé-Berton.
CDV	Etienne Schouppe, Jan Steverlyncx.
VLAAMS BLOK	Frank Creyelman, Anke Van dermeersch.
CDH	Christian Brotcorne.

**B. Suppléants/Plaatsvervangers:**

Jacinta De Roeck, Christel Geerts, Bart Martens, Myriam Vanlerberghe.  
Stéphanie Anseeuw, Stefaan Noreilde, Patrik Vankrunkelsven, Paul Wille.  
Sfia Bouarfa, Jean Cornil, Jean-François Istasse, Philippe Mahoux.  
Jacques Brotchi, Alain Destexhe, Nathalie de T' Serclaes, François Roelants du Vivier.  
Wouter Beke, Mia De Schamphelaere, Hugo Vandenberghe.  
Yves Buysse, Nele Jansegers, Wim Verreycken.  
Francis Delpérée, Clotilde Nyssens.

*Voir:**Documents du Sénat :***3-872 - 2004/2005 :**

- N° 1 : Proposition de loi de M. Vankrunkelsven et consorts.
- N°s 2 à 4 : Amendements.

*Zie:**Stukken van de Senaat:***3-872 - 2004/2005 :**

- Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Vankrunkelsven c.s.
- Nrs. 2 tot 4 : Amendementen.

La commission a examiné la présente proposition de loi au cours de ses réunions des 27 octobre, 10 et 17 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2004.

Le 27 octobre 2004, la commission a entendu, conjointement avec les commissions compétentes de la Chambre, les membres de la commission « *Corporate Governance* » au sujet du projet de Code belge de gouvernance d'entreprise.

## I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. VANKRUNKELSVEN

La présente proposition reprend le texte d'une proposition de loi qui a été adoptée par l'assemblée plénière du Sénat le 13 mars 2003 (voir : proposition de loi relative à la publicité des participations et des rémunérations individuelles des dirigeants d'entreprises cotées en bourse — texte adopté par la commission — Document Sénat n° 2-714/8) et la complète par une obligation de publicité pour les administrateurs de sociétés de droit public.

À la suite des élections du 18 mai 2003, la proposition n° 2-714/8 a été déclarée caduque. Elle n'a pas été relevée de caducité par la suite.

Le fait que la nouvelle proposition de loi soit déposée alors que les médias achèvent de relater les événements qui se sont produits dans une grande PME belge (Picanol) est une pure coïncidence. Il n'y a pas de lien entre le dépôt de la proposition et les événements en question, même s'il est possible que ceux-ci jouent un rôle dans la réalisation de progrès dans l'amélioration de la transparence en ce qui concerne la rémunération des dirigeants d'entreprise.

La présente proposition de loi vise à améliorer la transparence, d'abord en ce qui concerne la rémunération des administrateurs et des membres du comité de direction. En ce sens, la proposition de loi est complémentaire au projet de Code belge de gouvernance d'entreprise (le code *Lippens*) — qui traite de bien d'autres questions encore — mais elle est plus stricte en ce qui concerne le volet « rémunérations ».

L'on a trop fortement l'impression que les entreprises belges sont dirigées par un petit cercle de personnes qui se connaissent très bien et qui partagent de gros capitaux. L'image négative qui en résulte affecte l'ensemble des entreprises, de sorte qu'en fait, tout le monde doit payer pour les fautes que commettent certains individus à la tête de certaines entreprises belges. Le dépôt de la présente proposition de loi, qui vise à améliorer la transparence, constitue dès lors une bonne nouvelle pour de nombreuses entreprises.

La proposition vise à rendre obligatoire la publication de la totalité des rémunérations des intéressés

De commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 27 oktober, 10 en 17 november en 1 december 2004.

Op 27 oktober 2004 heeft de commissie, samen met de bevoegde Kamercommissies, een hoorzitting gehouden met de leden van de commissie *Corporate Governance* over het ontwerp van Belgische Corporate Governance Code.

## I. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HEER VANKRUNKELSVEN

Dit voorstel neemt de tekst over van een voorstel dat op 13 maart 2003 in de plenaire vergadering van de Senaat werd aangenomen (zie: wetsvoorstel tot openbaarmaking van de deelnemingen en de individuele bezoldigingen van de leiders van genoteerde vennootschappen — tekst aangenomen door de commissie — Stuk Senaat nr. 2-714/8) en vult het aan met een openbaarmakingsplicht voor bestuurders van vennootschappen van publiek recht.

Ingevolge de verkiezingen van 18 mei 2003 is het voorstel nr. 2-714/8 vervallen verklaard. Het werd nadien niet van verval ontheven.

Louter toevallig volgt het indienen van het nieuwe wetsvoorstel op de media-aandacht over enkele recente gebeurtenissen in een grote Belgische KMO (Picanol), maar deze gebeurtenissen zijn geenszins de aanleiding voor het indienen van het voorstel, al kunnen ze wellicht een rol spelen om verdere vooruitgang te boeken op het vlak van de transparantie inzake de bezoldiging van bedrijfsleiders.

Het voorliggende wetsvoorstel beoogt het verhogen van de transparantie in de eerste plaats met betrekking tot de vergoeding van bestuurders en van leden van het directiecomité. In die zin is het wetsvoorstel complementair met het ontwerp van Belgische Corporate Governance Code (de *Lippens* code) dat over heel wat meer handelt, maar het wetsvoorstel is wel strenger voor wat het luik « bezoldigingen » betreft.

Al te zeer is de indruk ontstaan dat aan de top van Belgische bedrijven een clubje van personen actief is die elkaar zeer goed kennen en onderling het grote geld verdelen. Dit negatief beeld straalt op alle bedrijven af, zodat iedereen in feite opdraait voor de fouten van enkelingen aan de top van sommige Belgische bedrijven. Dit wetsvoorstel, dat een grotere transparantie beoogt, is dus voor heel wat bedrijven alleen maar positief nieuws.

De bedoeling van het voorstel bestaat erin de totaliteit van de bezoldigingen van de betrokkenen

(salaire, avantages en nature, tantièmes, options sur actions, etc.) dans le rapport annuel. La CBFA veillera à ce que cette publication ait lieu et elle infligera des sanctions si nécessaire.

Cette obligation de publicité vaut pour les membres du conseil d'administration et du comité de direction (pour ce dernier, le code *Lippens* utilise le concept de «senior management»). Certains souhaitent que cette obligation vaille non pas pour les rémunérations de tous les membres du comité de direction, mais seulement pour celles des membres de la haute direction, à savoir le CEO, l'*organizer* et le responsable financier.

La proposition de loi prévoit également une obligation de publicité concernant les transactions sur titres.

À cet égard, l'orateur renvoie au naufrage de l'entreprise Lernout & Hauspie. C'est non pas tellement la rémunération des membres de la haute direction qui fit l'objet de critiques, mais plutôt le fait qu'un membre du comité de direction avait encore vendu pour 7 millions de dollars d'actions peu de temps avant la faillite et que plusieurs membres du conseil d'administration avaient fait remonter artificiellement le cours des actions.

M. Vankrunkelsven met l'accent sur l'objectif positif de la proposition de loi, qui est de restaurer la confiance dans les sociétés cotées en bourse afin de les rendre plus attrayantes pour les investisseurs. En effet, l'on ne peut pas dire que les sociétés belges fassent très bonne impression en matière de *corporate governance*. Dans une étude américaine portant sur 2000 entreprises, les entreprises belges ne se classent qu'en 21<sup>e</sup> position (sur 23). Si l'on n'améliore pas la transparence, l'on risque fort de voir les investisseurs se tourner vers d'autres pays. La propension à investir dépend étroitement des garanties fournies en ce qui concerne l'affectation des fonds.

Pour ce qui est de la structure des actions, la Belgique fait plutôt figure d'exception, dans la mesure où de nombreuses entreprises sont contrôlées par un ou plusieurs groupes d'actionnaires constitués en holding. C'est une raison supplémentaire pour plaider en faveur d'une plus grande transparence et, partant, en faveur d'une meilleure protection des petits actionnaires.

Enfin, M. Vankrunkelsven souligne que le Code belge de gouvernance d'entreprise est un code de bonne conduite assez général et assez étendu, qui est destiné à l'ensemble des membres du conseil d'administration et de la haute direction des sociétés cotées en bourse. Il conserve toutefois un caractère informel dans la mesure où les intéressés ne sont pas obligés de le respecter et où ils peuvent décider, en indiquant leurs motifs, de ne pas appliquer certaines de ses dispositions. Dès lors, l'orateur n'aperçoit aucune contradiction entre l'élaboration de ce code et la présente initiative législative.

(loon, voordelen in natura, tantièmes, opties in aandelen, enz.) in het jaarverslag te publiceren. De CBFA zal hierop toezien en zondig sancties opleggen.

Deze openbaarmakingplicht heeft betrekking op de leden van de raad van bestuur en van het directiecomité (de *Lippens* code hanteert voor dit laatste het begrip «senior management»). Sommigen pleiten ervoor om niet alle leden van het directiecomité te viseren maar alleen de top van de directie, te weten de CEO, de *organizer* en de financieel verantwoordelijke.

Het wetsvoorstel voorziet ook in een meldingsplicht voor transacties met effecten.

Spreker verwijst daarbij naar de teloorgang van het bedrijf Lernout & Hauspie. Daar oogstte niet zozeer de bezoldiging van het topmanagement kritiek, wel het feit dat een lid van het directiecomité kort voor het faillissement nog voor 7 miljoen dollar aandelen verkocht en enkele bestuursleden de koers van de aandelen alsnog kunstmatig opklopten.

De heer Vankrunkelsven benadrukt de positieve bedoeling van het wetsvoorstel, zijnde het herstellen van het vertrouwen in beursgenoteerde bedrijven ten einde gemakkelijker kapitaal voor die bedrijven aan te kunnen trekken. Het is een feit dat Belgische bedrijven op het vlak van *corporate governance* geen beste beurt maken: uit een Amerikaans onderzoek naar 2000 ondernemingen bleek dat Belgische bedrijven slechts op de 21<sup>ste</sup> plaats (op 23) gerangschikt werden. Indien de transparantie niet toeneemt, is de kans dus groot dat beleggers elders zullen investeren. De bereidheid tot investeren hangt nauw samen met garanties over de besteding van het geld.

Op het vlak van de aandelenstructuur neemt België eerder een uitzonderingspositie in omdat heel wat Belgische bedrijven gecontroleerd worden door één of meer groepen van aandeelhouders, gegroepeerd in een holding. Ook dit is een reden om te pleiten voor meer transparantie zodat kleine aandeelhouders beter worden beschermd.

Tot slot stelt de heer Vankrunkelsven dat de Belgische *Corporate Governance Code* een vrij algemene en vrij uitgebreide deontologische richtlijn is voor alle leden van de raad van bestuur en het topmanagement van beursgenoteerde bedrijven, maar desondanks een vrijblijvende oefening blijft, want het staat de betrokkenen vrij de code te volgen ofwel uit te leggen waarom bepaalde elementen uit de code niet zullen gevolgd worden. Spreker ziet daarom ook geen tegenstrijdigheden tussen het uitwerken van deze code en het voorliggende wetgevend initiatief.

## II. DISCUSSION GÉNÉRALE

Selon M. Schouppe, on ne peut certainement pas prétendre que le Sénat a pris l'initiative de la proposition de loi à l'examen au vu des événements qui ont touché récemment une importante PME yproise, étant donné que la proposition initiale avait déjà été discutée et approuvée par le Sénat en 2003.

En ce qui concerne le code Lippens, l'intervenant souligne que celui-ci repose sur un raisonnement plutôt dépassé, faisant intervenir le principe « *comply or explain* ». Ce serait une solution de facilité et on ne clarifierait pas la situation pour les actionnaires.

M. Schouppe a également quelques observations à formuler au sujet du texte à l'examen.

La première concerne le parallélisme qui est fait entre les sociétés cotées en bourse et les entreprises publiques. Selon l'intervenant, l'obligation d'ouverture et de transparence doit même être plus stricte pour une entreprise publique que pour une société cotée en bourse, où l'actionnaire entre et sort librement. Dans une entreprise publique, l'État — et donc la collectivité — est l'actionnaire majoritaire et le contribuable individuel n'a pas le choix d'adhérer ou non.

L'intervenant fait remarquer ensuite que, pour les sociétés cotées en bourse, faire une distinction entre celles qui font partie de l'indice BEL20 et les autres n'a aucun sens. Il s'agit là d'une classification artificielle des sociétés cotées en bourse sur la base d'un règlement boursier propre à Euronext. Les sociétés concernées ne sont du reste même pas les 20 plus grandes de Belgique. L'impact d'une société sur la vie économique n'est pas toujours proportionnel à son *free float*, qui est le critère de base pour figurer dans le BEL20.

D'autre part, l'intervenant estime que l'article 107bis du Code des sociétés proposé n'est pas clair.

Le premier tiret concerne les rémunérations. Cette disposition cadre-t-elle bien avec l'approche de notre société à l'égard de la rémunération individuelle des personnes? Dans le texte de la proposition, il est question des « membres (...) de la gestion journalière, ainsi que des membres du comité de direction et de toutes personnes qui, sous quelque dénomination et en quelque qualité que ce soit, prennent part à l'administration ou à la gestion ». Ce libellé recouvre en fait un très large éventail de personnes et autorise une interprétation très souple. Un directeur régional de Belgacom, par exemple, doit-il être considéré comme faisant partie de l'administration de l'entreprise?

Cette disposition est source d'incertitude et doit donc être précisée, d'autant que les sanctions, notam-

## II. ALGEMENE BESPREKING

Volgens de heer Schouppe kan men zeker niet stellen dat de Senaat het initiatief voor dit wetsvoorstel genomen heeft in het licht van de recente gebeurtenissen bij een grote KMO uit Ieper aangezien het oorspronkelijk wetsvoorstel reeds in 2003 door de Senaat werd besproken en goedgekeurd.

Wat de *Lippens* code betreft, merkt spreker op dat deze uitgaat van een eerder achterhaalde redenering, zijnde het *comply or explain* principe. Dit is al te gemakkelijk en zal niet tot meer duidelijkheid naar de aandeelhouders toe leiden.

De heer Schouppe heeft ook enkele bedenkingen bij het voorliggende wetsvoorstel.

Een eerste bedenking betreft het parallelisme tussen beursgenoteerde vennootschappen en openbare bedrijven. De verplichting tot openheid en transparantie moet zijns inziens voor een openbaar bedrijf zelfs strenger zijn dan voor een beursgenoteerde vennootschap waar een aandeelhouder vrijwillig toetreedt of uittreedt. In een openbaar bedrijf is de Staat, dus de gemeenschap, de meerderheidsaandeelhouder en heeft de individuele belastingbetaler zelfs niet de keuze om toe te treden of niet.

Daarnaast stipt spreker aan dat voor beursgenoteerde vennootschappen het geen zin heeft om een onderscheid te maken tussen de vennootschappen die opgenomen zijn in de BEL20-index en de anderen. Dit is eerder een artificiële indeling van de beursgenoteerde vennootschappen op grond van een beursreglement eigen aan Euronext. Trouwens, het gaat zelfs niet om de 20 grootste Belgische vennootschappen. De impact van een vennootschap op het bedrijfsleven is niet altijd recht evenredig met de *free float* van deze vennootschap, basiscriterium voor de opname in de BEL 20.

Verder meent het lid dat het voorgestelde artikel 107bis van het Wetboek van Vennootschappen onduidelijk is.

Het eerste gedachtestreepje handelt over de bezoldigingen. Strookt deze bepaling wel met ons maatschappelijk gedrag ten aanzien van de individuele bezoldiging van personen? In de tekst wordt vermeld « leden van het dagelijks bestuur, het directiecomité en van alle personen die, onder welke benaming of in welke hoedanigheid ook, deelnemen aan het bestuur of beleid ». In feite slaat dit op een heel brede waaier van personen en kan dit heel soepel worden geïnterpreteerd. Spreker citeert een voorbeeld: maakt een regionaal directeur van Belgacom deel uit van het bestuur van het bedrijf?

Deze bepaling leidt tot onduidelijkheid en moet gepreciseerd worden, vooral gelet op het feit dat de

ment les astreintes, peuvent atteindre des montants considérables.

L'intervenant plaide pour un équilibre entre le taux de la peine et la responsabilité que les personnes assument dans l'entreprise. La proposition à l'examen pourrait donner lieu à des abus et pousser à la faillite personnelle des individus qui n'ont absolument rien à voir avec la mise en œuvre des véritables stratégies de la société.

Le deuxième tiret de cet article concerne l'acquisition ou la vente de titres par les mêmes personnes. Indépendamment de la question de savoir comment les membres du comité de direction ou du conseil d'administration entrent en possession des titres, le législateur ne saurait jamais être assez clair et rigoureux par rapport aux transactions portant sur des titres, dès lors que ces transactions effectuées par les dirigeants d'une société peuvent être pour le marché une indication claire quant à la situation véritable de la société. Or, l'information destinée aux actionnaires individuels se limite à des publications formelles. Des informations sont tout au plus données après chaque semestre et le rapport annuel n'est publié que des mois après la clôture de l'exercice comptable. Dans l'intervalle, des sommes considérables peuvent avoir quitté la société, si bien que l'actionnaire ordinaire est en fait informé trop peu, mal et trop tardivement.

Toute acquisition de titres et toute transaction sur ceux-ci devraient faire l'objet d'une communication régulière, car elles sont révélatrices de la situation réelle de l'entreprise. La forme que doit revêtir cette information peut être convenue avec la CBFA.

M. Collas, bien que son groupe n'ait pas cosigné la proposition, souscrit néanmoins à l'objectif et à la philosophie de celle-ci, à savoir plus d'ouverture et de transparence. L'accès au marché des capitaux serait facilité s'il y avait davantage de transparence, non seulement pour les investisseurs institutionnels, mais aussi pour les actionnaires individuels. Au vu des événements récents (Picanol), il est sans doute opportun de réagir, mais le tout est de savoir s'il faut le faire au travers d'une initiative législative ou par l'adoption d'un code de déontologie (comme le code Lippens).

L'intervenant propose d'attendre la version définitive du Code belge de Corporate Governance avant de poursuivre la discussion.

M. Van Nieuwerkerke est partisan de la proposition de loi. Même si l'affaire Picanol est très actuelle, la proposition de loi a déjà une longue histoire derrière elle. Elle n'a donc rien d'une improvisation à la suite d'un cas concret.

sancties, zijnde dwangsommen, tot enorme bedragen kunnen oplopen.

Spreker pleit voor evenwicht tussen de strafmaat en de verantwoordelijkheid die personen dragen in het bedrijf. Het voorliggende wetsvoorstel kan tot misbruiken leiden en tot het persoonlijk failliet verklaren van personen die helemaal niets te maken hebben met het uitzetten van het echte beleid van de vennootschap.

Het tweede gedachtestreepje van dit artikel betreft het verwerven of verkopen van aandelen door dezelfde personen. Onafgezien van de vraag hoe de aandelen in het bezit van de leden van het directiecomité of van de raad van het bestuur komen, kan de wetgever niet duidelijk en streng genoeg zijn voor transacties met aandelen omdat dergelijke transacties door leidinggevende personen van een vennootschap een duidelijk teken naar de markt kunnen zijn omtrent de reële gang van zaken in die vennootschap. De informatie naar individuele aandeelhouders is nu beperkt tot formele publicaties. Zo wordt maximaal na elk semester informatie gegeven en het jaarverslag pas maanden na het afsluiten van het boekjaar gepubliceerd. Inmiddels kan heel wat geld uit de vennootschap gevloeid zijn, zodat in feite de gewone aandeelhouder te weinig, te slecht en te laat geïnformeerd is.

Elke verwerving en elke transactie van aandelen zou het voorwerp moeten uitmaken van een regelmatige melding, want dat is een aanwijziging over de echte toestand van de vennootschap. De vorm waarin de informatie wordt vrijgegeven, kan afgesproken worden met de CBFA.

Ook al heeft zijn fractie het voorstel niet mede ondertekent, toch steunt de heer Collas de doelstelling en de filosofie ervan, zijnde meer openheid en transparantie. De toegang tot de kapitaalmarkt zou vergemakkelijkt worden indien er meer transparantie was, niet alleen voor de institutionele beleggers maar ook voor individuele aandeelhouders. Gezien de recente gebeurtenissen (Picanol) is het wellicht opportuun om te reageren, maar de vraag rijst of dit door een wetgevend initiatief dan wel door het invoeren van een gedragscode (de *Lippens* code) moet gebeuren.

Spreker stelt voor om de definitieve redactie van de Belgische Corporate Governance Code af te wachten alvorens de bespreking verder te zetten.

De heer Van Nieuwerkerke is voorstander van het wetsvoorstel. Ook al is de zaak Picanol zeer actueel, het wetsvoorstel kent reeds een lange geschiedenis. Dit wetsvoorstel is dus geen improvisatie naar aanleiding van een concreet geval.

Pour l'intervenant, il importe d'étendre le champ d'application de la proposition aux sociétés de droit public et peut-être même aux entreprises non cotées en bourse. La bonne gestion des sociétés doit être le leitmotiv. Les travailleurs doivent être bien informés au sujet des rémunérations et des émoluments des hauts dirigeants de leur entreprise. D'ailleurs, les termes « ouvriers » et « employés » sont dépassés et le plus souvent remplacés par « collaborateurs ».

Pour terminer, M. Van Nieuwkerke cite un travailleur de Picanol qui, lors d'une interview télévisée, a en quelque sorte rivé le clou en déclarant que l'on aurait mieux fait de réaliser de nouveaux investissements dans l'entreprise avec l'argent consacré à rémunérer plantureusement le chef d'entreprise en question.

Concernant la composition du groupe des personnes dont la rémunération individuelle devrait être publiée, M. Vankrunkelsven déclare que rares sont ceux qui contestent que les membres du conseil d'administration en font partie. En revanche, la notion de « comité de direction » demande peut-être à être un tant soit peu affinée.

Si la proposition de loi prévoit que l'obligation de publication doit s'appliquer aussi aux autres personnes « exerçant des responsabilités dirigeantes », c'est tout simplement parce qu'un certain nombre d'entreprises n'ont pas de véritable comité de direction. C'est la raison pour laquelle on a essayé de trouver la définition juridique la plus large possible. L'objectif n'est pas de viser, en plus de la hiérarchie de l'entreprise, les nombreuses personnes associées occasionnellement à la direction, mais il s'agit de fermer les portes dérobées.

Quant à la suggestion d'étendre la proposition aux entreprises non cotées en bourse, M. Vankrunkelsven y est plutôt réticent. La philosophie de la proposition de loi est que celui qui fait appel au capital public a une plus grande obligation de transparence et est davantage tenu de rendre des comptes à la société. Les choses sont fondamentalement différentes dans le cas d'entreprises qui ne font pas appel au capital extérieur et s'autofinancent sur les bénéfices réservés.

M. Vankrunkelsven convient toutefois que, contrairement à ce qui est prévu pour les sociétés cotées en bourse, la proposition de loi ne sanctionne pas les sociétés de droit public qui ne respecteraient pas les délais imposés ou qui ne rempliraient pas leurs obligations.

M. Steverlynck observe que l'on parle ici de la publication des indemnités, c'est-à-dire de montants absolus. On peut se demander s'il ne faudrait pas également être attentif aux critères. L'actionnaire doit être en mesure de vérifier dans quel rapport se situent les rémunérations perçues par les administrateurs et les

Voor spreker is het belangrijk dat het toepassingsgebied van het voorstel wordt uitgebreid naar vennootschappen van publiek recht en misschien ook naar niet beursgenoteerde bedrijven. Behoorlijk bestuur moet de algemene regel zijn. Werknemers moeten goed worden geïnformeerd over de vergoedingen en bezoldigingen van het topmanagement in hun bedrijf. Trouwens, de term arbeiders en bedienden is achterhaald en wordt meestal vervangen door medewerkers.

De heer Van Nieuwkerke verwijst ten slotte naar een arbeider van Picanol die in een televisie-interview de spijker op de kop sloeg door te stellen dat het geld voor de zeer riant bezoldiging van de bewuste bedrijfsleider beter voor nieuwe investeringen in het bedrijf was aangewend.

Over de definitie van de groep mensen waarvan de individuele verloning zou moeten worden gepubliceerd stelt de heer Vankrunkelsven dat weinigen betwisten dat daartoe de leden van de Raad van Bestuur behoren. Voor de notie « directiecomité » is misschien wel enige verfijning nodig.

De reden waarom het wetsvoorstel voorziet dat ook « andere leidinggevenden » onder de publicatieplicht zouden moeten vallen, is simpelweg het feit dat een aantal bedrijven niet echt een directiecomité hebben. Daarom werd gepoogd om een juridische omschrijving te vinden die zo ruim mogelijk is. Het is niet de bedoeling om naast de top van het bedrijf ook de vele mensen die occasioneel bij de leiding worden betrokken, te viseren, maar achterpoortjes moeten onmogelijk worden gemaakt.

Wat betreft de suggestie om het toepassingsgebied van dit voorstel uit te breiden tot niet beursgenoteerde bedrijven blijft de heer Vankrunkelsven eerder terughoudend. De filosofie van het voorstel is immers dat wie beroep doet op het publiek om kapitaal op te halen een grotere plicht heeft tot transparantie en verantwoording naar de gemeenschap toe. Bij bedrijven die door het reserveren van de winsten aan autofinanciering doen en geen beroep doen op kapitaal van buitenaf, liggen de zaken fundamenteel anders.

De heer Vankrunkelsven erkent wel dat, in tegenstelling tot de regeling voor de genoteerde vennootschappen, het wetsvoorstel niet voorziet in sancties voor een vennootschap van publiek recht die in gebreke blijft bij het naleven van de opgelegde termijn of die de verplichtingen niet naleeft.

De heer Steverlynck stelt dat hier wordt gesproken over de mededeling van de vergoedingen, zijnde over absolute bedragen. De vraag rijst of er ook geen aandacht moet worden besteed aan de criteria. De aandeelhouder moet kunnen nagaan wat de relatie is tussen het vergoedingenpakket voor bestuurders en

dirigeants d'entreprise et la valeur ajoutée que ces personnes représentent pour la société.

Il est très important également que les actionnaires aient une vue exacte et transparente du coût total que l'ensemble des rémunérations représente pour la société. Le coût d'une attribution d'options pour l'entreprise, par exemple, est très difficile à chiffrer.

L'on pourrait objecter à la présente proposition de loi qu'un gain de transparence pourrait entraîner une augmentation des charges. De plus, la collégialité entre membres dirigeants pourrait être perturbée si ceux-ci constatent des différences entre leurs rémunérations individuelles.

M. Vankrunkelsven répond que les entreprises sont évidemment libres de faire état des critères en question dans la publication des rémunérations si elles l'estiment nécessaire.

Pour ce qui est de l'esprit d'équipe, M. Vankrunkelsven compare la situation avec celle des équipes professionnelles de football. Il n'existe aucune équipe au monde où tous les joueurs touchent la même rémunération. Les différences de salaires existent dans tous les domaines de la vie sociale et cela n'empêche pas les intéressés de collaborer.

M. Dedecker confirme qu'une étude britannique a montré que la publication des rémunérations individuelles avait donné lieu à une augmentation de celles-ci, mais l'étude ne concernait qu'un seul type d'entreprises (les sociétés de distribution d'eau). D'autres études ont seulement montré que les extrêmes, tant hauts que bas, étaient écrêtés.

L'intervenant souligne que la proposition à l'examen n'est pas dirigée contre les CEO (*chief executive officers*). S'il devait s'avérer que nos CEO gagnent trop peu en comparaison de ce qu'ils pourraient obtenir à l'étranger, on devra augmenter leur rémunération si l'on veut attirer des candidats valables.

Le représentant du ministre des Finances constate que la publicité de la rémunération des administrateurs de sociétés fait clairement l'objet d'un débat social. Ce débat n'a pas lieu qu'au Parlement belge, il est mené aussi au niveau européen.

Selon le représentant du ministre, il serait judicieux de demander l'avis du Conseil d'État, mais aussi de la CBFA, étant donné que la loi proposée confie à celle-ci une tâche supplémentaire et que les mesures à prendre par elle tiennent un rôle essentiel dans la proposition de loi.

À l'appui de son propos, il formule un certain nombre d'observations juridico-techniques qui, selon lui, justifient l'intervention du Conseil d'État.

bedrijfsleiders en de toegevoegde waarde van die mensen voor het bedrijf.

Voorts is het ook heel belangrijk voor aandeelhouders om een goed en transparant overzicht te krijgen over de totale kostprijs voor de onderneming van het remuneratiepakket. Bijvoorbeeld bij het toekennen van opties is het heel moeilijk om na te gaan wat de kost voor de onderneming kan zijn.

Een tegenargument bij dit wetsvoorstel is dat meer transparantie kostenverhogend zou kunnen werken. Daarnaast kan de collegialiteit onder directieleden verstoord worden wanneer zij de onderlinge verschillen in de individuele verloning vaststellen.

De heer Vankrunkelsven antwoordt dat het de ondernemingen natuurlijk vrij staat om die criteria aan de publicatie van de verloning toe te voegen indien zij dat nuttig achten.

Wat het probleem van de teamgeest betreft, maakt de heer Vankrunkelsven de vergelijking met professionele voetbalteams. Er is geen enkele ploeg ter wereld waar alle spelers hetzelfde loon krijgen. In alle domeinen van het maatschappelijk leven bestaan er loonspanningen, maar dat verhindert de betrokkenen niet om samen te werken.

De heer Dedecker bevestigt dat een Britse studie heeft uitgewezen dat de publicatie van individuele verloning aanleiding heeft gegeven tot een verhoging van die lonen. Het betrof echter slechts één soort bedrijven (watermaatschappijen). Andere studies wijzen enkel uit dat de uitersten, zowel de lage als de hoge, afgevlakt worden.

Spreker onderstreept dat voorliggend wetsvoorstel niet tegen de CEO's is gericht. Als zou blijken dat onze CEO's te weinig zouden verdienen in vergelijking met het buitenland, dan zal hun remuneratie naar boven toe moeten worden herzien om valabele kandidaten te kunnen aantrekken.

De vertegenwoordiger van de minister van Financiën stelt vast dat er duidelijk een maatschappelijk debat aan de gang is rond de openbaarmaking van de remuneratie van bestuursleden van vennootschappen. Dat debat wordt niet alleen in het Belgisch parlement, maar ook op Europees vlak gevoerd.

Volgens de vertegenwoordiger van de minister is het raadzaam om niet alleen het advies van de Raad van State te vragen maar ook dat van de CBFA vermits het wetsvoorstel een bijkomende taak aan de CBFA oplegt en omdat het reglement dat de CBFA moet uitwerken, een cruciaal element is in dit wetsvoorstel.

Ter illustratie maakt hij een aantal juridisch-technische opmerkingen die zijns inziens de tussenkomst van de Raad van State aangewezen maken.

Il y a par exemple la question de l'opportunité de la technique législative utilisée. Indépendamment du point de savoir s'il vaut mieux avoir recours à une loi pure et simple ou légiférer plus en douceur selon la technique du « *comply or explain* », on peut également se demander si la matière en cause doit bien être réglée dans le Code des sociétés. L'article 10 de la loi du 2 août 2002 relève de la compétence du ministre des Finances et prévoit que le Roi peut déterminer quelles informations, si la sensibilité du marché y est grande, doivent être publiées, selon quelles modalités, etc. Cet aspect peut dès lors être réglé aussi soit dans la loi du 2 août 2002, soit par un arrêté d'exécution à prendre dans le cadre de l'article 10 de ladite loi.

La même remarque peut être faite à propos de la réglementation proposée concernant les sociétés de droit public. On souhaite insérer, dans le Code des sociétés, un article 107ter qui contiendrait une « Sous-section IV. Des sociétés de droit public ». La question est de savoir s'il existe bien, en Belgique, une définition de ce qu'est une société de droit public. La présente proposition de loi insérerait pour la première fois dans le Code des sociétés des dispositions explicites concernant les sociétés de droit public.

On ne vise pas seulement les sociétés qui font partie de l'indice BEL-20, mais aussi d'autres sociétés, auxquelles s'appliquerait une autre date d'entrée en vigueur. Le fait de différencier ainsi la date d'entrée en vigueur d'une loi peut susciter des questions quant à la justification exacte d'une discrimination éventuelle sur la base de la date de l'entrée en vigueur. La Cour d'arbitrage statue également dans de tels cas.

Tout comme M. Schouppe, le représentant du ministre se demande si la proposition de loi indique avec suffisamment de précision qui sont les dirigeants responsables.

Un certain nombre de questions se posent également au sujet de la répartition relative des obligations entre la société et les dirigeants responsables. Pour pouvoir procéder à la publication, la société doit d'abord être en mesure d'obtenir des intéressés les informations voulues.

Le représentant de la ministre de la Justice déclare que ce dossier intéresse à la fois le ministre des Finances et la ministre de la Justice. La ministre de la Justice soutient l'idée qu'il doit y avoir effectivement la plus grande transparence dans cette matière.

Le point essentiel à régler éventuellement par le législateur est la question de l'articulation entre l'autorégulation et la loi. L'autorégulation ne saurait tout régler. La loi ne doit pas entrer dans tous les détails.

Zo is er bijvoorbeeld de vraag over de opportuniteit van de aangewende wetgevingstechniek. Onafhankelijk van de vraag of men hier het beste werkt met pure wetgeving dan wel met « *soft law* » (*comply or explain*-techniek), rijst ook de vraag of die aangelegenheid wel in het Wetboek van vennootschappen moet worden geregeld. Artikel 10 van de wet van 2 augustus 2002 valt onder de bevoegdheid van de minister van Financiën en stelt dat de Koning kan bepalen welke informatie, als die marktgevoelig is, onderhevig moet zijn aan publicatie, volgens welke nadere regels, enz. Bijgevolg kan dit aspect ook worden geregeld ofwel in de wet van 2 augustus 2002, ofwel in een uitvoeringsbesluit in het kader van artikel 10 van deze wet.

Eenzelfde opmerking geldt voor de voorgestelde regeling met betrekking tot de vennootschappen van publiek recht. Hier wil men een artikel 107ter invoegen in het Wetboek van vennootschappen. Dat artikel zou een « Onderafdeling IV. Vennootschappen van publiek recht » bevatten. De vraag rijst of er in België wel een definitie bestaat van wat een vennootschap van publiek recht is. Dit voorstel zou voor het eerst in het Belgisch Wetboek van vennootschappen expliciet regelingen treffen voor vennootschappen van publiek recht.

Niet alleen de bedrijven opgenomen in de BEL20-index worden geïndiceerd, maar ook andere bedrijven waarvoor een andere datum van inwerkingtreding zou gelden. Wanneer men echter een verschil maakt met betrekking tot de datum van inwerkingtreding van een wet, kan dat aanleiding geven tot vragen omtrent de juiste verantwoording voor een eventuele discriminatie op grond van de datum van inwerkingtreding. Het Arbitragehof spreekt zich ook over dergelijke gevallen uit.

Zoals de heer Schouppe vraagt de vertegenwoordiger van de minister zich af of in het wetsvoorstel voldoende gepreciseerd is wie de leidinggevenden zijn.

Er kunnen ook vragen gesteld worden met betrekking tot de relatieve verdeling van de plichten tussen de vennootschap en de leidinggevenden. De vennootschap moet om de publicatie te kunnen doen wel eerst de nodige informatie kunnen bekomen van de betrokkenen.

De vertegenwoordiger van de minister van Justitie verklaart dat het dossier zowel de minister van Financiën als zijn collega van Justitie aanbelangt. Volgens deze laatste moet er inderdaad meer transparantie zijn terzake.

Een essentieel punt dat de wetgever eventueel kan regelen is de verhouding tussen zelfregulering en de wet. Zelfregulering enerzijds kan niet alles bepalen, anderzijds moet de wet niet alle details regelen.

Il y a des questions que l'autorégulation ne saura appréhender : caractère obligatoire des normes, sanctions en cas de violation de celles-ci, qu'elles aient été adoptées par la société de façon volontaire ou non.

L'opposabilité des règles et des procédures qui sont adoptées par la société constitue un point souvent oublié et néanmoins essentiel. Il s'agit de permettre aux tiers de les opposer à la société si un préjudice résulte de la non-application ou de la violation de celles-ci.

Le représentant de la ministre se rallie à son collègue sur la question de la place des dispositions si l'on décide de légiférer. Cette place est fonction du caractère que l'on va conférer à une éventuelle intervention législative. Si l'on se situe entre des règles tout à fait contraignantes et l'autorégulation — mécanisme qui est porté par la proposition de loi à l'étude —, il lui semble que le code du droit des sociétés n'est pas la place idéale pour accueillir ces dispositions.

En ce qui concerne la proposition d'entendre la CBFA, M. Dedecker souligne que, le 15 janvier 2003, la CBFA était présente, en la personne de son président, lors de la discussion de la version de cette proposition de loi adoptée au cours de la précédente législature (voir : proposition de loi modifiant l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et l'article 96 du Code des sociétés — rapport de M. Olivier de Clippele — doc. Sénat n° 2-714/4).

À l'époque, le professeur E. Wymeersch avait déclaré au sujet du principe du « *comply or explain* » : « La technique existe depuis 1998. Dans la pratique, il s'avère qu'en de nombreux cas, elle n'est pas suffisamment efficace. Un système de contrôle plus performant s'impose. » Et il avait ajouté : « En principe, les règles doivent être respectées, sinon la Commission bancaire et financière peut contraindre la société concernée à procéder à des adaptations. Si la société ne donne pas suite à cette injonction, on recourt à la publication obligatoire; c'est la « technique du pilori ». Enfin, pour les infractions les plus graves, on peut envisager une amende. Il s'avère que c'est le moyen le plus efficace. »

Pour M. Dedecker, le point de vue de la CBFA est donc clair : elle est favorable et à une réglementation légale et à l'application d'une amende.

En ce qui concerne la situation dans d'autres pays, l'orateur précise qu'il existe une réglementation légale au Royaume-Uni, qu'il y a la loi Tabaksblat de 2003 aux Pays-Bas, qu'une loi a été votée en France en 2001, que depuis 2003 l'Allemagne a le « Cromme-Code » et des amendes et qu'aux États-Unis, des

Een aantal zaken kan men niet aan zelfregulering overlaten : het verplichte karakter van normen, de sancties wanneer die worden overtreden, ongeacht of ze vrijwillig door de vennootschap zijn aangenomen of niet.

De tegenstelbaarheid van de door de vennootschap aangenomen regels en procedures wordt vaak over het hoofd gezien, maar is nochtans essentieel. Derden moeten die kunnen tegenwerpen aan de vennootschap wanneer ze schade hebben opgelopen door het feit dat de regels niet toegepast of overtreden werden.

De vertegenwoordiger van de minister is het eens met zijn collega over de plaats die aan de bepalingen toegewezen moet worden, indien men beslist om wetgevend op te treden. Die plaats hangt af van de aard van de eventuele wetgevende ingreep. Indien die het midden houdt tussen volstrekt dwingende regels en zelfregulering — wat de strekking is van het voorliggende wetsvoorstel — lijkt het Wetboek van vennootschappen hem niet de meest aangewezen plaats om die bepalingen onder te brengen.

Wat betreft het voorstel om de CBFA uit te nodigen voor een hoorzitting, onderstreept de heer Dedecker dat op 15 januari 2003 de CBFA, in de persoon van haar voorzitter, aanwezig was bij de bespreking van de tijdens de vorige legislatuur goedgekeurde versie van dit wetsvoorstel (zie : wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en van artikel 96 van het Wetboek van vennootschappen — verslag van de heer Olivier de Clippele — St. Senaat nr. 2-714/4).

Toen verklaarde Prof. E. Wymeersch over de regel « *comply or explain* » : « Deze techniek bestaat sedert 1998. In de praktijk blijkt dat in vele gevallen deze techniek onvoldoende efficiënt is. Een efficiënter systeem van monitoring dringt zich op ». Verder : « In principe moeten de regels worden nageleefd, gebeurt dit niet, dan kan de CBF de betrokken vennootschap tot aanpassingen verplichten. Gaat de vennootschap daar niet op in, dan volgt er verplichte publicatie (de zogenaamde « schandpaaltechniek »). Ten slotte kan voor de ergste inbreuken worden gedacht aan een geldboete. Dit blijkt het efficiëntste middel. »

Voor de heer Dedecker is het standpunt van de CBFA bijgevolg klaar en duidelijk : ze is voor een wettelijke regeling én voor een geldboete.

Wat de situatie in andere landen betreft, bestaat er volgens spreker een wettelijke regeling in het Verenigd Koninkrijk, in Nederland is er de wet Tabaksblat van 2003, in Frankrijk is er een wet gestemd in 2001, Duitsland kent de Cromme-Code van 2003 inclusief geldboetes, in de Verenigde Staten zijn in 1992

mesures qui existaient déjà depuis 1950 ont été renforcées en 1992. Quant au Canada, il dispose également d'une loi similaire.

M. Vankrunkelsven ajoute qu'à l'époque, les auteurs de la proposition de loi n° 2-714 en ont adapté le texte afin de tenir compte des observations de la CBFA. Le rôle que la CBFA jouera dans le cadre de la nouvelle proposition de loi est passablement important, mais cette dernière est totalement conforme aux remarques de la CBFA. Dès lors, il lui paraît superflu de consulter celle-ci.

Quant à l'opportunité d'adresser une demande d'avis au Conseil d'État, M. Vankrunkelsven estime que, comme la proposition à l'examen émane du Parlement, ce dernier en décidera bien lui-même. À titre personnel, M. Vankrunkelsven n'a pas l'impression que le Sénat soit vraiment favorable à cette démarche.

L'intervenant reconnaît que l'articulation de l'autorégulation et de la loi est un élément intéressant, mais, comme la CBFA l'a déclaré précédemment, l'autorégulation qui existait déjà en partie s'est révélée incapable, pendant tout ce temps, de remédier à certains problèmes graves. Nombreux sont les acteurs de terrain qui souhaitent que, pour un certain nombre d'aspects de la *corporate governance*, l'on aille plus loin que ce que prévoit l'autorégulation.

Enfin, l'orateur fait observer que le concept de « société de droit public » est utilisé également à l'article 874 du Code des sociétés, lequel prévoit que certains articles du Code des sociétés sont applicables aux personnes morales de droit public. Les sociétés de droit public ont leur place dans le Code des sociétés, puisque l'article 874 dispose expressément qu'un certain nombre d'articles leur sont applicables.

M. Collas s'accorde à dire que l'autorégulation ne suffit manifestement pas, même si c'est un élément indispensable de l'approche et que la loi ne pourra pas tout régler non plus.

Au niveau des notions et des définitions, il faudrait toutefois être vigilant. Il faut, par exemple, préciser ce que l'on entend par « *senior management* ». S'agit-il de tous les cadres supérieurs? Si oui, on pourrait globaliser au niveau de la publicité ou de la transparence. Mais il est quand même inconcevable qu'à ce moment-là, on passe par une approche nominative qui peut concerner des centaines de personnes.

Il en va de même pour les notions de rémunération directe ou indirecte. Si quelqu'un participe aux bénéfices, il est récompensé à un moment donné pour le travail effectué. Par contre, si on lui offre des *stock options*, cela lie beaucoup plus la personne puisqu'il y

maatregelen verstrengd die reeds sedert 1950 bestonden. Ook in Canada bestaat een dergelijke wet.

De heer Vankrunkelsven voegt hieraan toe dat de indieners van het wetsvoorstel nr. 2-714 indertijd hun wetsvoorstel geamendeerd hebben om het aan te passen aan de opmerkingen van de CBFA. De rol die de CBFA in het kader van het nieuwe wetsvoorstel zal spelen is vrij groot, maar het wetsvoorstel is volledig in overeenstemming met hun opmerkingen. De consultatie van de CBFA lijkt hem dan ook overbodig.

Wat de eventuele vraag om advies van de Raad van State betreft, stelt de heer Vankrunkelsven dat vermits voorliggend wetsvoorstel uitgaat van het Parlement, dat zelf wel zal oordelen over de opportuniteit om het naar de Raad te sturen. Persoonlijk heeft de heer Vankrunkelsven niet de indruk dat de Senaat daar echt voor gewonnen is.

Spreker acht de articulatie tussen de autoregulering en de wet een interessant aspect. Doch, zoals de CBF eerder verklaarde, is de autoregulering die reeds voor een stukje bestond, gedurende al die tijd niet in staat gebleken om serieuze mistoestanden weg te werken. Op het terrein zijn er heel wat actoren vragende partij om voor een aantal aspecten van *corporate governance* verder te gaan dan wat de zelfregulering voorstelt.

Ten slotte merkt spreker op dat het begrip « vennootschap van publiek recht » ook in het artikel 874 van het Wetboek van Vennootschappen gebruikt wordt: in voormeld artikel is er sprake van dat sommige artikelen van het Wetboek van vennootschappen van toepassing zijn op publiekrechtelijke rechtspersonen. Vennootschappen van publiek recht horen thuis in het Wetboek van vennootschappen, want artikel 874 voorziet uitdrukkelijk dat een aantal artikelen wel van toepassing zijn op vennootschappen van publiek recht.

De heer Collas is het ermee eens dat zelfregulering alleen zeker niet volstaat, al moet dat aspect aanwezig blijven en zal de wet ook niet alles kunnen regelen.

Met de begrippen en definities moet men echter voorzichtig omspringen. Zo moet aangegeven worden wat men bedoelt met « *senior management* ». Gaat het om alle hogere kaderleden? Zo ja, dan kan men totaliseren op het vlak van de openbaarmaking of de transparantie. Maar het is toch ondenkbaar dat men in dat geval een nominatieve benadering toepast die voor honderden personen gevolgen kan hebben.

Hetzelfde geldt voor de begrippen rechtstreekse of onrechtstreekse bezoldiging. Wanneer iemand mee winst helpt maken, krijgt hij op een bepaald ogenblik een beloning voor zijn werk. Indien men hem echter *stock options* aanbiedt, is die persoon veel meer

a une composante de l'avenir et du fruit du travail qui sera effectué à l'avenir et qui sera valorisé au moment de l'exercice des options.

M. Collas estime qu'il faut amender la proposition de loi, notamment parce qu'elle ne prévoit pas de sanctions pour les administrateurs des sociétés de droit public et qu'elle comporte des dates d'entrée en vigueur différentes.

Afin d'élargir davantage le champ d'application de la loi proposée, il faut modifier la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques pour viser également les entreprises publiques autonomes.

En plus des entreprises publiques autonomes, on peut également envisager d'appliquer la proposition aux ASBL subventionnées, aux mutualités et aux intercommunales. Cela nécessite toutefois un certain travail de réflexion, car pour les intercommunales, se pose immédiatement le problème de la compétence des régions.

M. Collas renvoie aussi à la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des opérations suspectes. La commission doit inviter la CBFA, et éventuellement la FEB, à une audition portant sur la conformité de la présente proposition de loi avec la directive précitée.

M. Steverlynck se réfère lui aussi à la directive et souligne que la date ultime pour sa transposition en droit belge était le 12 octobre 2004. Le ministre pourrait-il indiquer quelles sont les mesures qui ont déjà été prises en vue de cette transposition ? Se fera-t-elle au moyen d'un règlement de la CBFA ou le ministre compte-t-il déposer un projet de loi ?

Quelques articles de la directive en question intéressent également la proposition à l'examen, notamment celui qui désigne les personnes auxquelles s'appliquent les règles relatives aux opérations de valeurs mobilières. L'intervenant est d'avis que l'on utilise cette définition dans la proposition de loi.

Le représentant du ministre des Finances confirme que la date ultime pour la transposition de la directive précitée est le 12 octobre 2004, mais il ajoute que les services de la CBFA travaillent encore activement à sa préparation.

gebonden aangezien de toekomst ook meespeelt: de vruchten van de arbeid die hij in de toekomst zal verrichten worden beloofd op het ogenblik dat de opties uitgeoefend worden.

De heer Collas meent dat het wetsvoorstel zeker moet geamendeerd worden, want er zijn bijvoorbeeld geen sancties voorzien voor bestuurders van vennootschappen van publiek recht en er gelden verschillende data van inwerkingtreding.

Ten einde het toepassingsgebied van het wetsvoorstel verder uit te breiden, moet de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven worden gewijzigd om ook de autonome overheidsbedrijven te viseren.

Naast de autonome overheidsbedrijven, kan er verder overwogen worden om het voorstel ook te doen gelden voor de gesubsidieerde VZW's, de mutualiteiten en de intercommunales. Dit vereist wel enig denkwerk want voor de intercommunales rijst onmiddellijk het probleem van de bevoegdheid van de gewesten.

De heer Collas verwijst ook naar de richtlijn 2004/72/EG van 29 april 2004 van de Commissie tot uitvoering van Richtlijn 2003/6/EG van het Europees Parlement en de Raad wat gebruikelijke marktpraktijken, de definitie van voorwetenschap met betrekking tot van grondstoffen afgeleide instrumenten, het opstellen van lijsten van personen met voorwetenschap, de melding van transacties van leidinggevende personen en de melding van verdachte transacties betreft. De commissie moet de CBFA en eventueel ook het VBO uitnodigen voor een hoorzitting over de overeenstemming van dit wetsvoorstel met voormelde richtlijn.

De heer Steverlynck verwijst eveneens naar de richtlijn en onderstreept dat de uiterste datum voor de omzetting in Belgisch recht 12 oktober 2004 was. Kan de minister mededelen welke stappen voor de omzetting reeds zijn gezet ? Zal de omzetting middels een reglement van de CBFA gebeuren of voorziet de minister een wetsontwerp ?

Enkele artikelen in deze richtlijn zijn ook voor het voorliggende wetsvoorstel van belang, met name het artikel over de beschrijving van de personen waarop de regels met betrekking tot de transacties van effecten, van toepassing zijn. Spreker pleit ervoor om in het wetsvoorstel gebruik te maken van deze definitie.

De vertegenwoordiger van de minister van Financiën bevestigt dat de uiterste datum van omzetting voor hogervermelde richtlijn inderdaad 12 oktober 2004 is, maar er wordt momenteel nog druk aan gewerkt door de diensten van de CBFA.

Du point de vue légistique, il existe plusieurs possibilités pour élaborer une réglementation. La loi du 2 août 2002 en traite déjà largement un certain nombre d'aspects. On pourrait élargir la portée de l'article 10 de cette loi ou prendre des arrêtés d'exécution relatifs à la publicité des indemnités versées aux administrateurs des sociétés cotées en bourse.

Il n'est toutefois pas possible de prévoir une publicité similaire pour les entreprises publiques. La *ratio legis* qui s'applique aux sociétés cotées en bourse, à savoir l'intérêt pour les actionnaires d'être informés des indemnités versées aux administrateurs, ne vaut pas, à première vue, pour les sociétés de droit public, qui ne sont pas toutes cotées en bourse ou qui sont plus ou moins largement exposées à l'attention du public. Du reste, la notion de «société de droit public» reste imprécise et il y a pas mal de cas incertains.

M. Steverlynck répète que la proposition de loi à l'examen doit tenir compte de la directive dès lors qu'il y a vraiment beaucoup de points de rattachement entre les deux textes. Il ne peut y avoir de discordances entre les deux textes. L'intervenant plaide pour la cohérence des notions légistiques. C'est pourquoi il est très important de savoir quand et de quelle manière la directive sera transposée.

Pour le reste, M. Steverlynck s'accorde à dire avec M. Collas qu'il faut modifier aussi la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'étendre le champ d'application de la proposition de loi aux entreprises publiques autonomes.

Concernant la terminologie, M. Vankrunkelsven répond que la directive use de notions aussi universelles que possible sur le plan européen, tandis que l'objectif de la proposition de loi à l'examen est de mettre en place un ensemble qui soit logique dans le cadre de la législation belge, tout en répondant aux définitions utilisées dans la directive.

### III. DISCUSSION DES ARTICLES

Intitulé

La commission décide d'insérer, dans l'intitulé, les mots «et des dirigeants» entre les mots «des administrateurs» et les mots «de sociétés cotées en bourse».

Article premier

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

Legistiek bestaan er verschillende mogelijkheden om een regeling uit te werken. De wet van 2 augustus 2002 behandelt reeds in ruime mate een aantal aspecten ervan. Zo kan het artikel 10 van deze wet uitgebreid worden of kunnen er uitvoeringsbesluiten getroffen worden met betrekking tot de publicatie van bestuursvergoedingen van beursgenoteerde vennootschappen.

Het is wel niet mogelijk om dergelijke publicatie te voorzien voor overheidsbedrijven. De ratio legis die geldt voor beursgenoteerde vennootschappen, zijnde het belang van de aandeelhouders om te beschikken over informatie omtrent de bestuursvergoedingen, geldt op het eerste gezicht niet voor openbare vennootschappen die niet allemaal beursgenoteerd zijn of die, in meer of in mindere mate, vallen onder de publieke aandacht. Trouwens, er heerst heel wat onduidelijkheid over het begrip «publieke vennootschap» en zijn er heel wat twijfelgevallen.

De heer Steverlynck herhaalt dat er in dit wetsvoorstel rekening moet gehouden worden met de richtlijn omdat er nu eenmaal heel veel aanknopingspunten zijn. Er mogen geen discrepanties zijn tussen beide teksten. Spreker pleit voor eenduidigheid in de legistische begrippen. Daarom is de vraag naar de wijze en het tijdstip waarop de richtlijn zal worden omgezet van groot belang.

Verder treedt de heer Steverlynck de stelling van de heer Collas bij om ook de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven te wijzigen ten einde het toepassingsgebied van het wetsvoorstel uit te breiden tot de autonome overheidsbedrijven.

Over de terminologie stelt de heer Vankrunkelsven dat in de richtlijn begrippen zijn gehanteerd die Europees zo universeel mogelijk waren terwijl de bedoeling van het voorliggende wetsvoorstel is om, binnen de Belgische wetgeving, een logisch geheel op te stellen dat evenwel ook tegemoet komt aan de definities gehanteerd in de richtlijn.

### III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Opschrift

De commissie beslist om de woorden «leidinggevende personen» in te voegen in het opschrift tussen de woorden «bestuurders» en «van genoteerde vennootschappen».

Artikel 1

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

## Article 2

M. Vankrunkelsven dépose l'amendement n° 1, qui vise à remplacer l'9° proposé de l'article 96 par la disposition suivante :

«9° selon le cas, les informations visées à l'article 107bis, alinéa 1<sup>er</sup>, ou les informations visées à l'article 107ter, alinéa 1<sup>er</sup> ».

L'auteur explique que la proposition de loi vise tant les sociétés commerciales que les sociétés de droit public et qu'il est donc préférable de faire explicitement référence aux unes et aux autres.

Cet amendement n'a suscité aucune autre question.

## Article 3

M. Vankrunkelsven explique que l'article 3 constitue l'élément central de la proposition de loi en discussion et qu'il insère dans le Code des sociétés un article 107bis nouveau relatif aux sociétés cotées.

Le premier tiret de l'alinéa 1<sup>er</sup> de cet article nouveau prévoit que les rémunérations et les tantièmes des membres du conseil d'administration ainsi que de ceux qui font partie du comité de direction ou prennent part à l'administration de l'entreprise doivent être publiés. Ce libellé assez général pour désigner les dirigeants d'une entreprise n'est pas une innovation, puisqu'il est utilisé aussi à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 3 mai 2002 pour définir les règles d'incompatibilité pour les dirigeants d'établissements de crédit et d'organes de placement.

Au cours de l'audition, le 27 octobre 2004, des membres de la commission « *Corporate Governance* - projet » concernant le code belge de bonne gouvernance, cette définition a fait l'objet de critiques parce qu'elle pourrait s'appliquer à des centaines de personnes. L'intervenant n'est pas d'accord, car la proposition de loi habilite la CBFA à rédiger un règlement en la matière et à conclure avec les entreprises un accord précisant qui est visé exactement.

Le deuxième tiret de l'article 107bis proposé prévoit également la publication de toute acquisition ou cession de titres dans la société par les mêmes intéressés.

Pour le reste, l'article 3 dispose que la CBFA veille à l'exécution correcte de la proposition de loi en discussion et prévoit une astreinte pour le cas où une société reste en défaut.

## Artikel 2

De heer Vankrunkelsven dient het amendement nr. 1 in dat ertoe strekt in het voorgestelde 9° van artikel 96, te vervangen als volgt :

«9° naar gelang het geval, de in artikel 107bis, eerste lid, bedoelde informatie of de in artikel 107ter, eerste lid, bedoelde informatie ».

De auteur legt uit dat het wetsvoorstel zowel de handelsvennootschappen als de vennootschappen van publiek recht beoogt en bijgevolg kan dit dan ook beter voor beiden duidelijk worden vermeld.

Dit amendement geeft geen aanleiding tot verdere vragen.

## Artikel 3

De heer Vankrunkelsven legt uit dat artikel 3 het hoofdbestanddeel van dit wetsvoorstel vormt en een nieuw artikel 107bis in het Wetboek van vennootschappen invoert met betrekking tot genoteerde vennootschappen.

Het eerste gedachtestreepje van het eerste lid van dit nieuwe artikel voorziet dat de bezoldigingen en de tantièmes van de leden van de raad van bestuur, alsook van diegenen die deel uitmaken van het directiecomité of deelnemen aan het bestuur van het bedrijf, moeten bekendgemaakt worden. Deze vrij algemene omschrijving voor het aanduiden van de leidinggevenden in een bedrijf is niet nieuw, want zij wordt ook gebruikt in artikel 27, § 1, van de wet van 3 mei 2002 voor de definitie van de onverenigbaarheidsregeling voor leiders van kredietinstellingen en beleggingsorganen.

Tijdens de hoorzitting van 27 oktober 2004 met de leden van de commissie « *Corporate Governance* » over het ontwerp van Belgische Corporate Governance Code is kritiek geuit op deze omschrijving omdat zij op honderden personen zou kunnen slaan. Spreker is het hier niet mee eens, want het wetsvoorstel geeft aan de CBFA de bevoegdheid om een reglement terzake op te stellen en met de ondernemingen een overeenkomst te sluiten over wie er nu precies gevisieerd wordt.

Het tweede gedachtestreepje van het voorgestelde artikel 107bis voorziet tevens een openbaarmaking van elke verwerving of overdracht van effecten in de vennootschap door dezelfde betrokkenen.

Verder voorziet het artikel 3 dat de CBFA toeziet op de correcte uitvoering van dit wetsvoorstel en wordt een dwangsom voorzien wanneer een vennootschap in gebreke blijft.

Selon M. Steverlynck, la portée de l'article 107bis proposé est en fait à la fois trop large et trop limitée.

Elle est trop large en ce que l'article dispose que toutes personnes qui, sous quelque dénomination et en quelque qualité que ce soit, prennent part à l'administration ou à la gestion doivent publier leurs rémunérations.

Elle est trop limitée pour ce qui est de l'acquisition ou de la cession de titres, parce que les personnes étroitement liés à la personne exerçant des responsabilités dirigeantes (conjoint, enfants ou personnes morales dont la direction incombe à cette personne) ne sont pas mentionnées.

L'intervenant plaide pour la sécurité juridique et ne souhaite pas créer de différences entre la proposition de loi en discussion et la directive 2004/72/CE du 29 avril 2004, qui doit être transposée en droit belge. Comment et quand le gouvernement procédera-t-il à cette transposition ? M. Steverlynck attend du gouvernement une réponse claire à cette question.

M. Collas nourrit de sérieux doutes à l'égard de la définition visant « toutes personnes qui, sous quelque dénomination et en quelque qualité que ce soit, prennent part à l'administration ou à la gestion ». Cette définition va trop loin, car dans certaines entreprises, elle touchera effectivement des centaines de personnes. Est-ce bien proportionné à l'objectif de transparence ? Une définition plus stricte s'impose.

En ce qui concerne le deuxième tiret, qui traite de l'acquisition ou de la cession de titres conférant le droit de vote, et la directive 2003/6/CE du 28 janvier 2003 ainsi que de la directive 2004/72/CE du 29 avril 2004, qui porte également sur la mention de transactions effectuées par des dirigeants, M. Collas estime que la commission doit au moins recueillir l'avis de la CBFA sur ce point. M. E. Wymeersch, président de la CBFA, a, certes, déjà été entendu dans le cadre de la discussion de la version de la proposition de loi approuvée au cours de la précédente législature, mais à cette époque, les directives n'étaient pas encore connues. C'est pourquoi l'intervenant plaide pour que la CBFA soit réentendue à propos de la publication des transactions effectuées par les dirigeants.

M. Steverlynck ajoute que le texte de la proposition de loi susvisée diffère également de celui de la proposition examinée actuellement. Cette dernière comporte par exemple une extension à « toutes personnes qui, sous quelque dénomination et en quelque qualité que ce soit, prennent part à l'administration ou à la gestion ». La CBFA n'a donc certainement pas été entendue sur ce point.

M. Vankrunkelsven estime qu'une audition n'apporterait aucun élément neuf, dès lors que la directive

De heer Steverlynck stelt dat in feite het voorgestelde artikel 107bis enerzijds te ruim en anderzijds te beperkt is.

Het is te ruim voor wat betreft de bepaling dat alle personen die, onder welke benaming of in welke hoedanigheid ook, deelnemen aan het bestuur of het beleid, hun vergoedingen moeten bekendmaken.

Het is te beperkt wat betreft de verwerving of overdracht van effecten omdat de personen die nauw gelieerd zijn met de persoon met de leidinggevende verantwoordelijkheid (echtgenoten, kinderen of rechtspersonen waarvan de leiding berust bij die persoon) niet zijn vermeld.

Spreker pleit voor rechtszekerheid en wenst geen verschillen te creëren tussen dit wetsvoorstel en de richtlijn 2004/72/EG van 29 april 2004 die moet omgezet worden. Op welke manier en wanneer zal de regering deze richtlijn omzetten ? De heer Steverlynck wenst terzake een duidelijk antwoord van de regering.

De heer Collas heeft grote twijfels bij de definitie die stelt : « alle personen die, onder welke benaming of in welke hoedanigheid ook, deelnemen aan het bestuur of het beleid ». Dit is overdreven want zal in bepaalde ondernemingen inderdaad betrekking hebben op honderden personen. Staat dit wel in verhouding tot de doelstelling van transparantie ? Een striktere definitie dringt zich op.

Wat het tweede gedachtestreepje betreft, over de verwerving of overdracht van stemrechtverlenende effecten, en de richtlijn 2003/6/EG van 28 januari 2003, alsmede de richtlijn 2004/72/EG van 29 april 2004 die ook de melding van transacties van leidinggevende personen betreft, meent de heer Collas dat de commissie minstens op dit punt het advies van de CBFA moet inwinnen. De heer E. Wymeersch, voorzitter van de CBFA, werd weliswaar reeds gehoord in het kader van de bespreking van de tijdens de vorige legislatuur goedgekeurde versie van het wetsvoorstel, maar op dat ogenblik waren de richtlijnen nog niet gekend. Daarom pleit de heer Collas ervoor dat de CBFA opnieuw gehoord zou worden voor wat de openbaarmaking van transacties van leidinggevende personen betreft.

De heer Steverlynck voegt hieraan toe dat de tekst van voorvermeld wetsvoorstel ook verschilt van het voorliggende wetsvoorstel. Zo is er de uitbreiding tot « alle personen die, onder welke benaming of in welke hoedanigheid ook, deelnemen aan het bestuur of het beleid ». De CBFA werd op dit punt dus zeker niet gehoord.

De heer Vankrunkelsven meent dat een hoorzitting geen nieuwe elementen aan het licht zou brengen

de base a arrêté le cadre et que la nouvelle directive de 2004 ne contient que les modalités d'exécution. La proposition de loi en discussion diffère effectivement sur quelques points du texte au sujet duquel la CBFA s'est prononcée voici un an et demi, mais les adaptations découlent précisément des observations que la CBFA avait formulées à cette époque. La présente proposition donne donc suite aux critiques qui avaient été exprimées alors par M. E. Wymeersch.

Selon le représentant du ministre, il y a chevauchement entre le texte de l'article 3, deuxième tiret, et celui de la directive. Pour prévenir les opérations d'initié, il faut que les entreprises prennent les mesures qui s'imposent afin d'exercer un contrôle interne lorsque certaines personnes agissent en tant qu'initiés ou non. La transposition de la directive nécessitera une législation distincte. Dans la mesure où l'article 3 va plus loin que la directive et impose des obligations supplémentaires, la question de la relation entre une législation particulière prise en exécution de la directive et le droit commun (le Code des sociétés) doit être posée.

M. Vankrunkelsven tient à faire remarquer que la proposition de loi en discussion traite de la transparence et de la publicité des transactions effectuées par les dirigeants. Si un administrateur, agissant en tant qu'initié ou non, acquiert ou vend des titres, cela doit être publié, non pas en raison de la possibilité d'un délit d'initié, mais dans le cadre de l'indispensable transparence des entreprises.

Selon M. Dedecker, l'un n'exclut pas l'autre. Le ministre peut tenir compte de cette proposition, une fois votée, pour la transposition de la directive. D'ailleurs, le projet de code belge de gouvernance d'entreprise ne dit rien non plus de la directive.

La commission décide de ne pas organiser d'audition et de poursuivre la discussion.

\*  
\* \*

L'article 3 fait l'objet de cinq amendements. Il s'agit des amendements n<sup>os</sup> 3, 4 et 5 de M. Steverlynck, de l'amendement n<sup>o</sup> 10 de M. Vankrunkelsven et consorts et, enfin, de l'amendement n<sup>o</sup> 11 de M. Collas et consorts.

#### *Amendement n<sup>o</sup> 3*

M. Steverlynck dépose l'amendement n<sup>o</sup> 3, qui vise à remplacer l'article 3 en vue d'adapter le texte à la directive 2004/72/CE de la Commission, du 29 avril 2004 (Journal officiel de l'Union européenne du 30 avril 2004).

omdat de basisrichtlijn het kader heeft vastgesteld en de nieuwe richtlijn van 2004 slechts de uitvoeringsmodaliteiten inhoudt. Het voorliggende wetsvoorstel verschilt inderdaad op enkele punten van de tekst waarover de CBFA zich anderhalf jaar geleden heeft uitgesproken, maar de aanpassingen vloeien precies voort uit de opmerkingen die de CBFA toen heeft geformuleerd. Het voorliggende wetsvoorstel beantwoordt dus aan de kritiek die toen door de heer E. Wymeersch is geuit.

Volgens de vertegenwoordiger van de minister van Financiën is er een overlapping tussen de tekst van artikel 3, tweede gedachtestreepje, en de tekst van de richtlijn. Voor het vermijden van handel met voorkennis, moeten ondernemingen de nodige maatregelen nemen om intern controle uit te oefenen wanneer bepaalde personen met of zonder voorkennis handelen. De omzetting van de richtlijn zal een aparte wetgeving vragen. In de mate dat artikel 3 verder gaat dan de richtlijn en bijkomende verplichtingen oplegt, moet de vraag naar de relatie tussen een bijzondere wetgeving in uitvoering van de richtlijn en het gemeenrecht (het Wetboek van vennootschappen) worden gesteld.

De heer Vankrunkelsven wenst op te merken dat dit wetsvoorstel handelt over de transparantie en het bekendmaken van transacties van leidinggevende personen. Als een bestuurder, met of zonder voorkennis, effecten verwerft of verkoopt, dan dit moet dit bekendgemaakt worden, niet omwille van de mogelijke voorkennis, wel in het kader van de noodzakelijke transparantie voor bedrijven.

Volgens de heer Dedecker sluit het ene het andere niet uit. De minister kan rekening houden met dit voorstel, eens gestemd, bij het omzetten van de richtlijn. Trouwens, ook het ontwerp van Belgische Corporate Governance code rept niet over de richtlijn.

De commissie beslist om geen hoorzittingen te organiseren en de bespreking verder te zetten.

\*  
\* \*

Bij artikel 3 worden vijf amendementen ingediend. Het betreft de amendementen nrs. 3, 4 en 5 van de heer Steverlynck, het amendement nr. 10 van de heer Vankrunkelsven c.s. en tot slot het amendement 11 van de heer Collas c.s.

#### *Amendement nr. 3*

De heer Steverlynck dient het amendement nr. 3 in dat ertoe strekt het artikel 3 te vervangen ter aanpassing van de tekst aan de richtlijn 2004/72/EG van de Commissie van 29 april 2004 (Publicatieblad van de Europese Unie van 30 april 2004).

M. Steverlynck explique que cet amendement a la portée la plus large et que le § 2 de l'article 107bis proposé reproduit le libellé complet d'un certain nombre de définitions figurant à l'article 1<sup>er</sup> de cette directive. En ce qui concerne les transactions d'actions, les personnes liées y sont définies d'une manière plus large que dans la proposition de loi.

On demande non seulement la transposition intégrale de la directive, mais aussi la réalisation de l'objectif, à savoir la publicité des transactions effectuées par les dirigeants. Peu importe que les actions concernées soient détenues par une personne physique ou une société, ou encore un conjoint; on aboutit *de facto* à la même conclusion: ces transactions constituent une information importante pour le marché. L'ajout que l'intervenant propose dans son amendement n° 3 répond parfaitement, selon lui, aux objectifs de la proposition de loi.

Le deuxième tiret du § 1<sup>er</sup> implique, lui aussi, une extension. Il prévoit une «publicité adéquate des lignes directrices de la politique de rémunération». L'intervenant considère en effet qu'il n'y a pas que les montants qui ont de l'importance.

M. Vankrunkelsven estime que l'amendement n° 3 a la même portée que la proposition de loi et qu'il ne fait qu'exprimer un certain nombre de choses d'une manière moins tranchante. Il renvoie à cet égard au deuxième tiret, susvisé, du § 1<sup>er</sup>.

Au § 2 proposé, l'amendement tend à donner une définition des personnes liées à la direction de l'entreprise. M. Vankrunkelsven exprime une nouvelle fois ses doutes quant à la nécessité de procéder de manière aussi détaillée dans la proposition de loi.

Selon lui, la définition des personnes liées (§ 2, alinéa 3) serait plus à sa place dans la législation relative aux opérations d'initié. Il estime que la directive 2004/72/CE concerne aussi plutôt le même sujet. La transparence imposée aux entreprises cotées irait un peu trop loin si les transactions d'actions effectuées par cette catégorie devaient également faire l'objet d'une publicité adéquate. Le délit d'initié doit être combattu par le biais d'une autre législation.

Le représentant du ministre estime, lui aussi, que cet aspect relève plutôt de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse. Cette loi traite des dépassements de certains seuils qui contraignent à des déclarations de participation à la CBFA.

M. Steverlynck conteste que la directive 2004/72/CE ne serve qu'à s'attaquer aux transactions suspectes. En effet, dans les considérants de la directive, on peut

De heer Steverlynck legt uit dat dit amendement het ruimste is en dat in de voorgestelde § 2 van het ontworpen artikel 107bis de volledige libellering van een aantal definities uit artikel 1 van deze richtlijn wordt overgenomen. Wat de transacties van aandelen betreft zijn de gelieerde personen daarin ruimer gedefinieerd dan wat in het wetsvoorstel voorzien is.

Niet alleen de volledige omzetting van de richtlijn wordt gevraagd, maar ook het realiseren van de doelstelling, namelijk het bekendmaken van transacties die gebeuren door leidinggevende personen. Of de betrokken aandelen in handen zijn van een natuurlijk persoon dan wel in handen van een vennootschap, of nog in handen van een echtgeno(o)t(e), speelt geen rol. Het komt *de facto* op hetzelfde neer: deze transacties vormen belangrijke informatie voor de markt. De toevoeging die de heer Steverlynck met zijn amendement nr. 3 beoogt, komt volgens hem perfect tegemoet aan de overwegingen van het wetsvoorstel.

Ook het tweede gedachtestreepje van § 1 houdt een uitbreiding in. Het voorziet «een passende openbaarmaking van de krachtlijnen van het vergoedingsbeleid». Spreker vindt immers dat niet alleen de bedragen van belang zijn.

De heer Vankrunkelsven meent dat amendement nr. 3 qua strekking overeenkomt met het wetsvoorstel en slechts een aantal zaken minder scherp verwoordt. Hij verwijst daarvoor naar voormeld tweede gedachtestreepje in § 1.

In de ontworpen § 2 tracht het amendement een omschrijving te geven van personen die met de directie van het bedrijf te maken hebben. De heer Vankrunkelsven drukt andermaal zijn twijfels uit over de noodzaak om zo gedetailleerd tewerk te gaan in het wetsvoorstel.

De definitie van gelieerde personen (§ 2, derde lid) hoort volgens de heer Vankrunkelsven dan weer eerder thuis in wetgeving betreffende de voorkennis. Zijns inziens slaat ook de richtlijn 2004/72/EG daar eerder op. De aan de genoteerde bedrijven opgelegde transparantie gaat een beetje te ver indien ook de transacties van aandelen door deze laatste categorie personen passend openbaar zouden moeten worden gemaakt. Misbruik van voorkennis moet via andere wetgeving worden gevat.

De vertegenwoordiger van de minister van Financiën meent eveneens dat dit aspect eerder thuishoort in de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van deelnemingen in beursgenoteerde bedrijven. Die wet handelt over de overschrijdingen van bepaalde drempels die tot participatiemeldingen bij de CBFA verplichten.

De heer Steverlynck spreekt tegen dat de richtlijn 2004/72/EG enkel zou dienen om verdachte transacties aan te pakken. Bij de overwegingen van de

lire que la mesure procure également de précieuses informations aux opérateurs du marché, ce qui correspond à la transparence recherchée par la proposition de loi. L'intervenant peut accepter que la définition des personnes étroitement liées ne soit pas insérée dans la proposition de loi en discussion à la condition que cet aspect de la directive soit transposé d'une autre manière dans notre droit. Si le gouvernement prépare un projet, il y aura effectivement double emploi. Mais le gouvernement ne fournit aucune information à ce sujet.

M. Dedecker réplique que le gouvernement sait parfaitement que cette directive doit être transposée d'urgence dans notre législation interne. Le fait que cette transposition n'ait pas été faite à temps ne saurait servir d'excuse pour surcharger la proposition de loi à l'examen.

M. Vankrunkelsven souligne que la proposition de loi concerne toutes les transactions, alors que le projet gouvernemental devra traiter des opérations d'initié ou des transactions entraînant le dépassement d'un certain seuil. Ces conditions (information préalable et seuil) ne sont pas retenues dans la proposition de loi. Celle-ci vise toute transaction effectuée par un membre du conseil d'administration ou de la direction.

M. Steverlynck réfute cet argument et affirme que la directive 2004/72/CE ne parle pas de seuils (pourcentages de participation).

Selon le représentant du ministre des Finances, la publicité de toute transaction effectuée dans le cadre de la transparence du marché vis-à-vis de la rémunération des administrateurs part du principe que cette rémunération et les transactions que les intéressés réalisent avec les actions détenues par eux dans l'entreprise sont porteuses d'information pertinente pour le marché. Une transaction d'actions effectuée par ces personnes serait révélatrice de ce qu'elles pensent de la marche des affaires dans l'entreprise. Quant à la hauteur de la rémunération, les acteurs du marché doivent apprécier si elle répond au critère de bonne administration pour l'entreprise concernée. Sans cette information, ils ne peuvent pas faire cette évaluation.

Une autre question est de savoir à partir de quand certaines transactions constituent un délit de marché. Ici, le facteur de connaissance préalable est effectivement pertinent. Pour juger s'il y a abus de marché, il importe évidemment aussi de savoir ce que les membres de la famille et les autres personnes étroitement liées réalisent comme transactions, car le lien avec la personne en question est assez évident.

Dans le cadre de la proposition de loi en discussion, le fait que la détention d'actions de l'entreprise par le conjoint ou des personnes liées soit vraiment pertinente pour les acteurs du marché, paraît moins évident. Le fait que ces personnes négocient leurs

richtlijn is immers vermeld dat dit ook waardevolle informatie aan de marktdeelnemers bezorgt, hetgeen correspondeert met de transparantie die het wetsvoorstel nastreeft. Spreker kan aanvaarden dat de definitie van nauw gelieerde personen niet in dit wetsvoorstel wordt opgenomen op voorwaarde dat dat aspect van de richtlijn op een andere manier in ons recht wordt omgezet. Indien de regering een ontwerp voorbereidt, wordt immers dubbel werk gedaan. De Regering verstrekt daarover evenwel geen enkele informatie.

De heer Dedecker stelt dat de regering perfect weet dat deze richtlijn dringend in de interne wetgeving moet worden omgezet. Het feit dat zulks niet tijdig is gebeurd mag niet als excuus worden aangegrepen om voorliggend wetsvoorstel te overladen.

De heer Vankrunkelsven wijst erop dat het wetsvoorstel handelt over alle transacties terwijl het regeringsontwerp het zal moeten hebben over transacties met voorkennis ofwel over transacties als gevolg waarvan een bepaalde drempel wordt overschreden. In het wetsvoorstel zijn die voorwaarden (voorkennis en drempel) niet opgenomen. Elke transactie door iemand van de raad van bestuur of van de directie wordt gevat door het wetsvoorstel.

De heer Steverlynck weerlegt dit argument en stelt dat de richtlijn 2004/72/EG niet over drempels (deelnemingspercentages) handelt.

Volgens de vertegenwoordiger van de minister van Financiën gaat de bekendmaking van elke transactie in het kader van markttransparantie naar de verloning van bestuurders toe, er in principe van uit dat de verloning van bestuurders en de door hen verrichte transacties met aandelen die zij zelf in het bedrijf bezitten, relevante informatie is voor de markt. Een aandelentransactie door deze personen zou een indicatie geven over hun oordeel met betrekking tot de gang van zaken bij het bedrijf. Wat de hoogte van de verloning betreft moeten de marktdeelnemers oordelen of dat overeenstemt met goed bestuur van het betrokken bedrijf. Zonder die informatie kunnen zij die evaluatie niet maken.

Een andere vraag is het te weten vanaf wanneer bepaalde transacties een marktmisbruik uitmaken. Daar is de factor voorkennis inderdaad relevant. Voor de beoordeling van marktmisbruik is het uiteraard ook relevant te weten wat familieleden en alle andere nauw gelieerde personen aan transacties doen omdat de link met de persoon in kwestie nogal evident is.

In het kader van voorliggend wetsvoorstel lijkt het minder evident dat het feit dat echtgenoten of dergelijke ook aandelen bezitten in het bedrijf werkelijk relevant is voor de marktpartijen. Is het voor de markt even belangrijk wanneer die personen hun aandelen

actions présente-t-il une importance comparable pour le marché? Les motifs de la transaction peuvent être d'une tout autre nature et sans rapport aucun avec leur vision de l'entreprise en question.

M. Steverlynck peut souscrire à ce raisonnement en ce qui concerne les parents éloignés, mais non pour les transactions effectuées par le conjoint d'un administrateur. Dans ce dernier cas, la transaction peut pratiquement être assimilée à une transaction effectuée par l'intéressé lui-même. La proposition de loi ne prévoit pas non plus le cas où un administrateur détient des actions par l'intermédiaire d'une société. Les obligations de transparence devraient s'appliquer également à cette situation.

#### *Amendement n° 4*

M. Steverlynck dépose ensuite l'amendement n° 4, qui tend à supprimer, à l'article 107bis, premier et deuxième tirets, les mots «toutes personnes qui, sous quelque dénomination et en quelque qualité que ce soit, prennent part à l'administration ou à la gestion», parce que cette disposition a une portée tellement large qu'elle peut viser des centaines de personnes. Cet amendement est subordonné à l'amendement n° 3 et n'a de raison d'être que si ce dernier n'est pas adopté.

M. Collas déclare que cet amendement répond aux observations qu'il a faites précédemment.

M. Vankrunkelsven répète sa thèse selon laquelle sur 100 entreprises, une vingtaine seulement ont mis en place un comité de direction au sens formel du terme. Si l'amendement est adopté, il pourra y avoir jusqu'à 80 entreprises qui ne seront pas tenues de publier les indemnités de leurs dirigeants.

M. Steverlynck ne partage pas ce raisonnement, car même s'il n'y a pas formellement de comité de direction, toute entreprise a quand même des organes qui sont chargés de son administration journalière, si bien que le texte s'appliquera à toutes les sociétés. Si l'on écrit «toutes personnes qui, sous quelque dénomination et en quelque qualité que ce soit, prennent part à l'administration ou à la gestion», alors, même un directeur de section locale pourra être considéré comme quelqu'un qui prend part à la gestion.

M. Vankrunkelsven renvoie à la compétence qui est donnée à la CBFA. Lorsqu'une société ne veut pas rendre les rémunérations publiques, la CBFA peut la rappeler à l'ordre, mais elle peut faire de même au cas où une société rendrait publiques les rémunérations de centaines de membres du personnel. La formulation contenue aux premier et deuxième tirets rend impossible toute échappatoire aux sociétés qui tenteraient de tourner la loi.

verhandelen? De redenen voor de transactie kunnen heel verschillend van aard zijn en losstaan van hun visie op het bedrijf in kwestie.

De heer Steverlynck kan zich in die redenering nog vinden voor wat verre familieleden betreft, maar niet voor transacties die de echtgenoot van een bestuurder verricht. In dat laatste geval kan de transactie ongeveer gelijkgeschakeld worden met een transactie door de betrokkene zelf. Het wetsvoorstel voorziet ook niets voor het geval een bestuurder aandelen via een vennootschap aanhoudt. Daarvoor zouden de transparantieplichtingen ook moeten gelden.

#### *Amendement nr. 4*

De heer Steverlynck dient vervolgens het amendement nr. 4 in dat de woorden «alle personen die, onder welke benaming of in welke hoedanigheid ook, deelnemen aan het bestuur of het beleid» in het eerste en tweede gedachtestreepje van het voorgestelde artikel 107bis wil schrappen omdat deze bepaling dermate ruim is dat honderden mensen daardoor kunnen gevat worden. Dit amendement is ondergeschikt aan het amendement nr. 3 en geldt alleen voor zover het amendement nr. 3 niet wordt aangenomen.

De heer Collas verklaart dat dit amendement tegemoet komt aan zijn eerder gemaakte opmerkingen.

De heer Vankrunkelsven herhaalt zijn stelling dat op 100 ondernemingen, slechts een twintigtal een formeel directiecomité hebben geïnstalleerd. Wanneer dit amendement wordt aanvaard, dan zullen tot 80 ondernemingen niet gehouden zijn tot de bekendmaking van de vergoedingen van hun bedrijfsleiders.

De heer Steverlynck is het niet eens met deze redenering, want ook al is er geen formeel directiecomité, toch heeft elk bedrijf organen die belast zijn met het dagelijks bestuur, zodat de tekst op alle vennootschappen van toepassing zal zijn. Wanneer er wordt voorzien «onder welke benaming ook, deelnemen aan het bestuur of beleid», dan kan zelfs een lokale afdelingsdirecteur beschouwd worden als iemand die deelneemt aan het beleid.

De heer Vankrunkelsven verwijst naar de bevoegdheid die aan de CBFA wordt gegeven. Wanneer een vennootschap geen vergoedingen openbaar wil maken, kan de CBFA de vennootschap terecht wijzen, maar ook wanneer een vennootschap de vergoedingen van honderden personeelsleden zou bekendmaken. De formulering die in het eerste en tweede gedachtestreepje vervat is, verhindert mogelijke ontsnappingsmogelijkheden voor vennootschappen die de wet willen omzeilen.

Selon le représentant du ministre des Finances, la CBFA ne peut pas modifier la portée générale du texte à l'examen. L'article 3 prévoit seulement qu'«à cet effet, les personnes concernées sont tenues d'aviser le conseil d'administration dans les délais et selon les modalités à définir dans le règlement que devra arrêter la CBFA». La compétence de la CBFA a donc trait uniquement aux modalités selon lesquelles elle est avisée, et non à la question de savoir qui doit l'aviser.

M. Vankrunkelsven souligne que la CBFA peut enjoindre à la société cotée en bourse ou aux personnes visées à l'alinéa premier de se conformer aux dispositions précitées dans le délai qu'elle détermine. En outre, la proposition de loi prévoit également que le Roi est habilité à arrêter un règlement si la CBFA reste en défaut. Dans l'arrêté d'exécution, le Roi peut du reste définir exactement qui est visé.

Le représentant du ministre des Finances renvoie à l'article 108 de la Constitution, qui interdit au Roi de sortir de l'habilitation explicite qui lui est conférée par une loi. L'habilitation contenue dans la proposition n'autorise pas le Roi à préciser ce que l'on entend par «toutes personnes qui, sous quelque dénomination et en quelque qualité que ce soit, prennent part à l'administration ou à la gestion».

M. Vankrunkelsven conteste ce point de vue. Une loi arrête toujours les lignes directrices générales, tandis qu'un arrêté royal concrétise la loi et la rend applicable. Il est impossible qu'une loi prévoie toutes les éventualités concrètes, y compris les évolutions qui peuvent se produire à l'avenir dans la société. L'intervenant prend comme exemple le terme «CEO» qui n'existait même pas il y a quinze ans d'ici: on parlait à l'époque d'«administrateur délégué».

M. Van Nieuwerkerke partage le point de vue de M. Vankrunkelsven: il est préférable d'utiliser une définition générale, qui traduit d'ailleurs la volonté du législateur.

#### *Amendement n° 5*

M. Steverlynck dépose ensuite l'amendement n° 5 qui vise à habiliter le Roi à déterminer quelles sont les personnes qui participent à l'administration ou à la gestion. Si la commission n'adopte ni l'amendement n° 3, ni l'amendement n° 4, il faut prévoir l'octroi de l'habilitation au Roi.

#### *Amendement n° 10*

M. Vankrunkelsven et consorts déposent l'amendement n° 10.

Volgens de vertegenwoordiger van de minister van Financiën kan de CBFA geen wijziging aanbrengen aan de algemene draagwijdte van deze tekst. Het artikel 3 voorziet immers alleen dat «daartoe brengen de betrokkenen de raad van bestuur daarvan op de hoogte binnen een termijn en op de wijze vast te stellen in het reglement dat wordt opgesteld door de CBFA». De bevoegdheid van de CBFA slaat dus enkel op de wijze waarop zij op de hoogte wordt gebracht, niet op wie de CBFA op de hoogte moet brengen.

De heer Vankrunkelsven onderstreept dat de CBFA de genoteerde vennootschap of de personen bedoeld in het eerste lid wel kan bevelen om zich te voegen naar de bovenstaande bepalingen binnen de door haar gestelde termijn. Daarnaast voorziet het wetsvoorstel dat de Koning de bevoegdheid heeft om een reglement op te stellen indien de CBFA in gebreke blijft. In het uitvoeringsbesluit kan de Koning trouwens precies omschrijven wie wordt geïndiceerd.

De vertegenwoordiger van de minister van Financiën verwijst naar artikel 108 van de Grondwet dat verbiedt dat de Koning buiten de uitdrukkelijke machtiging die een wet hem verleent, treedt. De machtiging in het voorstel staat de Koning niet toe om verder te preciseren wat wordt verstaan onder «alle personen die, onder welke benaming of in welke hoedanigheid ook, deelnemen aan het bestuur of het beleid».

De heer Vankrunkelsven is het hiermee niet eens. Een wet tekent nog altijd de algemene klijntijnen, terwijl een koninklijk besluit een wet concreet en toepasselijk maakt. Het kan niet dat een wet alle concrete mogelijkheden, ook toekomstige evoluties in de samenleving, zou voorzien. Spreker citeert het voorbeeld van de term «CEO» die 15 jaar geleden zelfs niet bestond en waar men sprak over «afgevaardigd bestuurder».

De heer Van Nieuwerkerke is het eens met senator Vankrunkelsven: een algemene definitie is te verkiezen en drukt de wil van de wetgever uit.

#### *Amendement nr. 5*

De heer Steverlynck dient vervolgens amendement nr. 5 in dat ertoe strekt de Koning te machtigen om te bepalen welke personen deelnemen aan het bestuur of aan het beleid. Wanneer de commissie noch amendement nr. 3 noch amendement nr. 4 aanneemt, dan moet de machtiging aan de Koning worden voorzien.

#### *Amendement nr. 10*

De heer Vankrunkelsven c.s. dienen het amendement nr. 10 in.

Selon M. Vankrunkelsven, les critiques formulées par M. Steverlynck sur certains points n'étaient pas tout à fait injustifiées. C'est pourquoi l'amendement précise les choses en ce qui concerne la publication individuelle des rémunérations : il doit s'agir du CEO et du comité de direction ou, à défaut de celui-ci, des trois dirigeants les mieux rémunérés après le CEO.

De plus, étant donné que la directive est très proche de l'objet de la proposition, l'amendement élargit le deuxième tiret aux parents proches.

Les personnes visées sont les mêmes qu'à l'article 525 du Code des sociétés.

Le § 2 de l'article 107*bis* proposé à l'amendement n° 10 est identique au même paragraphe de l'amendement n° 3. Ce paragraphe fait suite à la discussion sur la directive européenne qui demande, dans le cadre de la transparence, que les mouvements de titres soient signalés, et ce, lorsqu'ils sont réalisés non seulement par les personnes associées à l'administration de la société, mais aussi par des personnes qui leur sont liées.

Dès l'instant où cet aspect de la proposition de loi la plaçait de toute façon dans le sillage de la directive 2004/72/CE, il a paru d'emblée indiqué à ses auteurs de reprendre littéralement une partie de cette directive.

M. Steverlynck déclare que l'amendement rejoint en grande partie ses observations.

Des lacunes subsistent cependant. Ainsi est-il question d'« administration générale ». À ce jour, le Code des sociétés ne connaît pas cette notion, contrairement à celles de conseil d'administration et de comité de direction. Un problème pourrait se poser également au cas où une entreprise opterait pour le statut de « société européenne ». Ce statut connaît un système dualiste avec un organe de surveillance. On peut se demander dans quelle mesure les membres de cet organe relèveraient de la notion générale d'« administration générale » figurant à l'article 107*bis*, § 1<sup>er</sup>, proposé. La directive 2004/72/CE parle également dans sa définition des « personnes exerçant des responsabilités dirigeantes » des membres « des organes de gestion ou de surveillance », précisément parce que la société européenne connaît ces organes. Selon l'intervenant, on n'aperçoit pas assez clairement si la notion d'« administration générale » couvre également lesdits organes.

Il est question, au § 2 de l'article 107*bis* proposé à l'amendement n° 10, d'une publicité « adéquate » des diverses transactions de titres conférant le droit de vote. Pour les définitions des « personnes exerçant des responsabilités dirigeantes au sein de la société cotée en bourse » et des « personnes étroitement liées » à

Volgens de heer Vankrunkelsven was de kritiek van de heer Steverlynck op sommige punten niet volledig onterecht. Daarom voorziet dit amendement dat de individuele openbaarmaking van bezoldigingen duidelijker wordt omschreven : het dient te gaan om de CEO en het directiecomité of, bij afwezigheid hiervan, de drie meest bezoldigde managers naast de CEO.

Daarnaast voorziet het amendement ook dat, aangezien de richtlijn heel dicht staat bij de doelstelling van dit voorstel, het tweede gedachtestreepje wordt uitgebreid naar naaste familieleden.

De geïndiceerde personen zijn dezelfde als die bedoeld in artikel 525 van het Wetboek van vennootschappen.

De § 2 van het in amendement nr. 10 voorgestelde artikel 107*bis*, is volledig identiek aan dezelfde paragraaf uit amendement nr. 3. Die paragraaf haakt in op de discussie over de Europese richtlijn die in het kader van de transparantie vraagt dat bewegingen van effecten zouden gemeld worden. Maar niet alleen operaties door diegenen die betrokken zijn bij het bestuur van de onderneming, maar ook door diegenen die gelieerd zijn aan die personen worden geïndiceerd.

Vermits dit aspect van het wetsvoorstel toch in het vaarwater van richtlijn 2004/72/EG terecht kwam, leek het de indieners aangewezen om meteen een gedeelte van deze richtlijn woordelijk over te nemen.

De heer Steverlynck verklaart dat dit amendement grotendeels tegemoetkomt aan zijn opmerkingen.

Toch blijven nog een aantal lacunes. Zo wordt er gesproken van « algemeen bestuur ». Deze notie is op vandaag in tegenstelling tot de raad van bestuur en het directiecomité niet gekend in het Wetboek van vennootschappen. Er zou zich ook een probleem kunnen voordoen wanneer een onderneming zou opteren voor het statuut van « Europese vennootschap ». Dat kent een dualistisch systeem met een « toezichtsraad ». De vraag rijst in welke mate de leden van die raad dan gevat worden door de in het voorgestelde artikel 107*bis*, § 1, opgenomen notie « algemeen bestuur ». Ook de richtlijn 2004/72/EG spreekt in haar definitie van « persoon met de leidinggevende verantwoordelijkheid » over leden van « leidinggevende of toezichhoudende organen » precies omdat de Europese vennootschap die organen kent. Voor de spreker is onvoldoende duidelijk of de notie « algemeen bestuur » ook die organen ondervangt.

In § 2 van het in amendement nr. 10 voorgestelde artikel 107*bis* heeft men het over een « passende » openbaarmaking van diverse transacties van stemverlenende effecten. Voor de definities van « personen met leidinggevende verantwoordelijkheid bij de genoteerde vennootschap » en van « persoon die nauw

telles personnes, l'amendement reprend littéralement les définitions de la directive précitée.

Quant à la discussion sur les termes « conseil d'administration » et « administration générale », il va de soi, pour M. Vankrunkelsven, que le « conseil d'administration » rentre dans le concept d'« administration générale ». Ce dernier terme générique est censé couvrir toutes les évolutions possibles de la terminologie. Il est en effet impossible de mentionner dans une loi toutes les notions spécifiques possibles.

M. Steverlynck demande si, dans le cas d'une société européenne, l'organe de surveillance relève de la notion d'« administration générale » introduite par l'amendement n° 10. La directive parle en effet dans cette perspective-là non seulement d'organes « de gestion » mais aussi d'« organes de surveillance ».

M. Vankrunkelsven répond que si une société dotée actuellement d'un conseil d'administration décide d'adopter le statut de société européenne et s'adjoint ainsi un organe de surveillance, l'intention est que cet organe soit visé également par la notion d'« administration générale ».

Le représentant du ministre déclare que la terminologie et la portée du § 2 proposé de l'article 107bis ne coïncident pas tout à fait avec celles de la directive. Il convient de faire à cet égard une double réserve. L'insertion faite ici dans le droit commun n'empêche pas qu'il faudra transposer la directive dans une loi particulière. D'un point de vue légistique, c'est aussi une meilleure solution, parce qu'on disposera ainsi d'un corpus de législation financière à la fois plus lisible, plus transparent et plus cohérent.

Pour ce qui est de la conformité avec la directive, l'article 107bis, § 2, proposé, reprend intégralement, à partir du deuxième alinéa, le texte de la directive. Le ministre renvoie toutefois à l'article 6.4 de la directive cadre 2003/6/CE. L'amendement n° 10 parle de « toute acquisition ou cession de titres conférant le droit de vote dans cette société et dans les sociétés qui font partie de son périmètre de consolidation ». La directive fait état, à cet égard, de toutes les « opérations ». Et elle ajoute « effectuées pour leur compte propre » et parle des « actions ... ou ... des instruments financiers dérivés ... ou d'autres instruments financiers ».

Dans cette perspective, et dans la mesure où la directive doit de toute manière encore être transposée dans une législation spécifique, il convient de se demander s'il ne serait pas plus judicieux d'attendre qu'elle l'ait été.

La raison pour laquelle la directive-cadre n'a pas été transposée en droit national dans les délais (avant le 12 octobre 2004) est liée à la procédure de comitologie dite de Lamfalussy. Celle-ci consiste à prendre une

gelieerd is » met een dergelijke persoon neemt het amendement letterlijk de definities uit de voormelde richtlijn over.

Wat de discussie over de termen « raad van bestuur » en « algemeen bestuur » betreft, is het voor de heer Vankrunkelsven evident dat de « raad van bestuur » onder de term « algemeen bestuur » valt. Deze laatste algemene term moet alle mogelijke evoluties in de terminologie ondervangen. Het is immers onmogelijk om alle mogelijke specifieke begrippen in een wet op te nemen.

De heer Steverlynck vraagt of voor een Europese vennootschap, de toezichtraad valt onder de notie « algemeen bestuur » zoals die door amendement nr. 10 wordt ingevoerd. De richtlijn heeft het in dat perspectief immers niet enkel over « leidinggevende », maar ook over « toezichthoudende organen ».

De heer Vankrunkelsven stelt dat het de bedoeling is dat wanneer een vennootschap die nu een raad van bestuur heeft ervoor opteert om het statuut van Europese vennootschap aan te nemen en daardoor een toezichtraad krijgt, die raad eveneens onder de notie « algemeen bestuur » valt.

De vertegenwoordiger van de minister verklaart dat de terminologie en de draagwijdte van de voorgestelde § 2 van artikel 107bis niet volledig overeenstemt met die van de richtlijn. Daar hoort een dubbele kanttekening bij. Deze inlassing in het gemeen recht neemt niet weg dat bij bijzondere wetgeving de richtlijn een volledige uitvoering zal moeten krijgen. Legistiek gezien vormt dat ook een betere oplossing omdat men zo een corpus van financiële wetgeving krijgt die beter leesbaar is en een grotere transparantie en coherentie vertoont.

Wat de overeenstemming met de richtlijn betreft, is het zo dat in artikel 107bis, § 2, vanaf het tweede lid, de richtlijn volledig wordt overgenomen. De minister verwijst echter naar de kaderrichtlijn 2003/6/EG, artikel 6.4. Amendement nr. 10 heeft het over « elke verwerving of overdracht van stemrechtverlenende effecten in deze vennootschap en in de vennootschappen die tot haar consolidatiekring behoren ». De richtlijn heeft het in dat verband over alle « transacties ». Ze voegt daaraan toe « voor eigen rekening » en heeft het over « aandelen ... of derivaten ... of andere financiële instrumenten ».

In dat opzicht, en aangezien de richtlijn toch nog in specifieke wetgeving moet worden omgezet, rijst de vraag of hier niet beter deze omzetting wordt afgewacht.

De reden waarom de kaderrichtlijn niet tijdig (voor 12 oktober 2004) in nationaal recht is omgezet heeft te maken met de Lamfalussy comitologieprocedure. Daarbij wordt gewerkt met een kaderrichtlijn die een

directive-cadre qui prévoit une date d'exécution mais qui est mise en œuvre au moyen de directives d'exécution. Bien que la date butoir pour la transposition soit rappelée, on ne dispose pas d'emblée des directives d'exécution. Voilà pourquoi, à ce jour, aucun État membre n'a encore transposé cette directive. La Belgique a toutefois très largement anticipé sur l'exécution de ces directives en adoptant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

M. Vankrunkelsven estime que la proposition de loi ne va assurément pas à l'encontre de cette directive. Quelles que soient les raisons du retard qu'a subi la procédure de transposition, le parlement ne peut plus attendre.

M. Steverlynck ne tient pas non plus à attendre que les directives aient été transposées par le gouvernement, mais il plaide malgré tout pour que l'on utilise à tout le moins les mêmes définitions que celles que le gouvernement compte utiliser pour la transposition. À son avis, il convient aussi d'adapter, pour mettre à exécution la directive, la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition.

#### *Amendement n° 11*

M. Collas dépose l'amendement n° 11.

Mme Crombé-Berton déclare que le groupe politique dont elle fait partie est partisan de la transparence, mais entend éviter des problèmes d'ordre légistique en cas d'adoption de la présente proposition de loi. L'intervenante veut avoir la garantie que la proposition n'est pas contraire à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée. Il s'agit surtout pour elle de préserver l'anonymat des personnes concernées. Le fait de « citer des noms » peut être considéré comme une atteinte à la vie privée.

Pour M. Vankrunkelsven, il est évident que la législation sur la protection de la vie privée doit être respectée, mais il ne voit pas bien comment assurer la publicité d'une rémunération sans citer clairement le nom de l'intéressé, *a fortiori* s'il s'agit d'un membre du conseil d'administration. En ce qui concerne les membres du comité de direction, l'on peut encore parler du directeur de la division X. La CBFA peut en tenir compte dans ses directives. Lorsque la description de la fonction qu'une personne occupe dans une entreprise est suffisamment claire pour que l'on puisse distinguer de qui il s'agit, il n'est pas nécessaire de mentionner expressément le nom de l'intéressé.

Selon M. Willems, l'amendement n° 11 recèle même une contradiction dans la mesure où il prévoit la publicité alors que celle-ci serait interdite, étant

uitvoeringsdatum vooropstelt maar verder wordt uitgevoerd via uitvoeringsrichtlijnen. Hoewel de limietdatum voor omzetting wordt herhaald, zijn de uitvoeringsrichtlijnen niet meteen ter beschikking. Vandaar heeft op vandaag nog geen enkele lidstaat deze richtlijn omgezet. België heeft wel, met de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, in zeer belangrijke mate geanticipeerd op de uitvoering van deze richtlijnen.

De heer Vankrunkelsven is van oordeel dat het wetsvoorstel zeker niet in contradictie is met deze richtlijn. Wat de redenen voor de vertraging in de omzetting ook zijn, het parlement kan niet blijven wachten.

De heer Steverlynck wenst evenmin te wachten op de omzetting van de richtlijnen door de regering maar pleit er toch voor om op zijn minst dezelfde definities te hanteren die de regering bij de omzetting denkt te gebruiken. Ook de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen moet zijns inziens in uitvoering van de richtlijn worden aangepast.

#### *Amendement nr. 11*

M. Collas dient het amendement nr. 11 in.

Mevrouw Crombé-Berton verklaart dat haar fractie voorstander is van transparantie, maar legistieke problemen wil vermijden wanneer dit wetsvoorstel wordt aangenomen. Spreekster wil de garantie dat het voorstel niet strijdig is met de wet van 8 december 1992 houdende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Het gaat er haar vooral om de anonimiteit van de betrokken personen te vrijwaren. Het feit « namen te noemen » kan als een inbreuk op het privéleven gezien worden.

De heer Vankrunkelsven vindt het evident dat de wetgeving op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer moet worden gerespecteerd, maar ziet niet goed in hoe een verloning kan worden bekendgemaakt zonder duidelijk te maken over wie het gaat, zeker niet voor wat betreft de leden van de raad van bestuur. Voor leden van het directiecomité kan men nog spreken van de directeur van afdeling X. De CBFA kan daarmee in haar richtlijnen rekening houden. Daar waar de formulering van de opdracht die iemand in een bedrijf heeft, duidelijk genoeg is om aan te geven over wie het gaat, is het niet nodig om de naam van de betrokkenen expliciet te vermelden.

Volgens de heer Willems bevat het amendement nr. 11 zelfs een tegenstrijdigheid want het voorziet enerzijds de openbaarmaking en anderzijds zou dat

contraire aux règles relatives à la protection de la vie privée. Pareille disposition placerait la CBFA devant une tâche insurmontable.

M. Steverlynck estime qu'en ce qui concerne l'acquisition et la cession de titres, il importe effectivement de tenir compte de l'aspect protection de la vie privée. Il est plus important de rendre publique l'existence de transactions que de faire savoir qui exactement les a réalisées.

M. Dedecker craint que cet amendement ne vide la proposition de loi de sa substance.

Mme Crombé-Berton souhaite que l'on demande l'avis du Conseil d'État sur la décision prise en l'espèce de prévoir dans une loi l'inscription des noms et rémunérations de certaines personnes et sur les éventuelles infractions à la législation relative à la protection de la vie privée. Elle craint un usage inapproprié de ces informations, notamment par les médias.

M. Steverlynck soutient la demande d'avis du Conseil d'État sur la proposition de loi à l'examen dans la mesure où elle devrait réduire le risque d'un mauvais travail légistique.

M. Vankrunkelsven souligne que les rémunérations des parlementaires et des ministres sont déjà connues actuellement. Pour les entreprises publiques, la loi prévoit que les rémunérations sont publiées. Sur le terrain, on connaît le revenu de la plupart des salariés. Pourquoi les dirigeants de certaines entreprises devraient-ils être traités différemment? La CBFA doit faire en sorte que leurs rémunérations soient communiquées de manière adéquate à ceux qui souhaitent en prendre connaissance. Les informations en question ne doivent pas nécessairement être publiées dans tous les journaux. Empêcher que des noms soient cités de temps à autre reviendrait néanmoins à ignorer la finalité de la proposition de loi.

M. Galand plaide, lui aussi, pour la transparence. Un journaliste qui procède aujourd'hui à quelques investigations aura tôt fait de trouver ce que gagne tel ou tel membre d'une entreprise cotée en bourse. Lui mettre des bâtons dans les roues donnerait l'impression que l'on s'oppose à la transparence. L'intervenant ne voit pas en quoi il pourrait y avoir violation de la vie privée.

M. Willems se demande quelles sont les règles de protection de la vie privée que l'amendement n° 11 vise précisément: s'agit-il des règles définies par la CEDH ou par la Constitution ou de celles fixées par la loi relative à la protection de la vie privée? L'amendement peut difficilement viser cette dernière loi, puisqu'elle concerne le traitement de fichiers contenant des données privées relatives aux citoyens. L'article 22

niet mogen wegens strijdig met de regels met betrekking tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Een dergelijke bepaling zou de CBFA voor een onmogelijke taak plaatsen.

Voor de heer Steverlynck is het belangrijk dat met betrekking tot de verwerving en de overdracht van de aandelen, er inderdaad rekening gehouden wordt met de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Het is van groter belang dat openbaar gemaakt wordt dat er transacties plaatsvinden dan bekend te maken wie precies die transacties verricht heeft.

De heer Dedecker vreest dat dit amendement het wetsvoorstel kan uithollen.

Mevrouw Crombé-Berton wenst dat het advies van de Raad van State zou worden ingewonnen over het feit dat hier beslist wordt om in een wet de namen en bezoldigingen van personen in te schrijven en over de mogelijke inbreuken op de wetgeving inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Zij vreest voor een verkeerd gebruik van deze informatie onder andere in de media.

De heer Steverlynck steunt de vraag om het advies van de Raad van State over dit wetsvoorstel in te winnen om zodoende de kans op slecht legistiek werk te verminderen.

De heer Vankrunkelsven wijst erop dat de vergoedingen van de parlementsleden en ministers nu ook bekend zijn. Voor openbare bedrijven voorziet de wet om de bezoldigingen te publiceren. Op het terrein is van de meeste werknemers bekend hoeveel ze verdienen. Waarom zou de top van een aantal bedrijven anders moeten worden behandeld? De CBFA moet ervoor zorgen dat hun bezoldigingen op een adequate manier zal worden bekendgemaakt aan diegenen die het willen weten. Die informatie hoeft niet *per se* in alle kranten te verschijnen. Verhindern dat af en toe namen worden genoemd, zou evenwel inhouden dat voorbij wordt gegaan aan de bedoeling van het wetsvoorstel.

De heer Galand pleit eveneens voor transparantie. Een journalist die op vandaag wat onderzoek verricht, kan vlug weten wie wat verdient in een beursgenoteerd bedrijf. Hiertegen hinderpalen opwerpen zou de schijn wekken dat men geen transparantie wil. Spreker ziet ook geen mogelijke inbreuken op de privacy.

De heer Willems vraagt zich af welke regels van bescherming van het privé-leven het amendement nr. 11 precies viseert: de regels opgenomen in het EVRM, in de Grondwet of deze uit de wet op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer? Het amendement kan moeilijk die laatste wet viseren vermits deze wet betrekking heeft op de behandeling van bestanden met privé-gegevens van burgers.

de la Constitution est de toute façon applicable. Quelle est alors l'utilité juridique de cette disposition ?

Chacun a droit à la protection de sa vie privée. Lorsqu'on élabore une législation, il faut indiquer clairement, le cas échéant, pourquoi le droit au respect de la vie privée d'une personne est limité. En l'espèce, il est important que les sociétés cotées en bourse et les sociétés de droit public — les unes parce que l'argent de l'épargnant y a été investi, les autres parce qu'elles fonctionnent au moyen de deniers publics — informent clairement les personnes concernées sur la manière dont leur argent est utilisé, en particulier par les membres de la haute direction. La proposition de loi à l'examen a été déposée précisément en raison d'un problème de transparence à cet égard.

M. Vankrunkelsven souligne que la publicité des rémunérations est également prévue dans le code «Lippens». La seule différence par rapport à la proposition à l'examen réside dans le fait que, selon ce code, une société peut se soustraire à cette obligation lorsqu'elle estime avoir de bonnes raisons de le faire et qu'elle explique ces raisons.

M. Van Nieuwkerke affirme que, dans l'esprit de la proposition de loi, il est bel et bien question d'assurer une publicité nominative et de la volonté d'arriver à se faire une idée de ce que gagnent les membres de la haute direction. Bien des personnes concernées y sont également favorables parce qu'une transparence totale est tout bénéfique pour leur entreprise.

Mme Zrihen fait observer que la directive 2004/72/CE impose exactement la même transparence. Par exemple, dans la définition de la «personne étroitement liée à une personne exerçant des responsabilités dirigeantes», la directive cite explicitement les enfants de cette dernière. Le fait que la Belgique doive de toute façon se plier à cette directive fournit également à cette commission la garantie qu'elle n'est pas sur la mauvaise voie.

Selon M. Steverlynck, il est question, dans cette directive, de « notification », et non de « publicité ». La question se pose de savoir si l'on souhaite vraiment que soit rendue publique toute transaction effectuée par exemple par le conjoint ou par un autre membre de la famille. La directive européenne ne le demande pas, mais c'est pourtant ce qui résulterait de l'adoption de l'amendement n° 10, s'il ne faisait pas l'objet d'un sous-amendement n° 11. L'intervenant estime qu'une publicité adéquate pourrait consister, dans ce cadre, à acter et à rendre public le fait que des transactions ont été effectuées, sans toutefois citer nommément les personnes concernées.

M. Willems souligne que l'une des principales critiques formulées lors de la création récente du «Marché libre» à Euronext Brussels concernait l'absence de protection contre les délits d'initiés. Les États-Unis, en revanche, sont convaincus depuis

Artikel 22 van de Grondwet is sowieso van toepassing. Wat is dan de juridische zin van die bepaling ?

Iedereen heeft recht op de bescherming van zijn private levenssfeer. Bij het maken van wetgeving dient desgevallend duidelijk te worden aangegeven waarom de privacy van iemand wordt ingeperkt. *In casu* is het belangrijk dat beursgenoteerde vennootschappen en vennootschappen van publiek recht, de ene omdat het geld van de belegger erin geïnvesteerd is, de andere omdat ze werken met overheidsmiddelen, de betrokkenen duidelijk inzicht verstrekken over hoe er met hun geld wordt omgegaan inzonderheid door de topmanagers. Het wetsvoorstel is precies ingediend omdat er een probleem met die transparantie is.

De heer Vankrunkelsven onderstreept dat de bekendmaking van de bezoldigingen ook wordt voorzien in de code «Lippens». Het enige verschil met voorliggend wetsvoorstel is dat volgens de code een vennootschap die meent daarvoor goede redenen te hebben en dat ook uitlegt, zich aan die verplichting kan onttrekken.

De heer Van Nieuwkerke stelt dat in de geest van het wetsvoorstel het wel degelijk de bedoeling is om bij de openbaarmaking nominatief tewerk te gaan en om een zicht te krijgen op wat topmanagers verdienen. Ook veel van de betrokkenen zijn ervoor te vinden omdat een volledige transparantie ook hun bedrijf ten goede komt.

Mevrouw Zrihen merkt op dat de richtlijn 2004/72/EG exact dezelfde transparantie oplegt. Bij de definitie bijvoorbeeld van de «persoon die nauw gelieerd is met een persoon met leidinggevende verantwoordelijkheid» worden expliciet de kinderen van die persoon genoemd. Ook het feit dat België zich sowieso naar deze richtlijn moet schikken biedt deze commissie de zekerheid dat ze niet op het verkeerde spoor zit.

Volgens de heer Steverlynck gaat de richtlijn over «melding» en niet over «openbaarmaking». De vraag is of men werkelijk wil dat men inderdaad elke transactie bijvoorbeeld door echtgeno(o)t(e) of andere familie ook echt openbaar maakt. De Europese richtlijn vraagt dit niet, maar toch zou dat het resultaat zijn van het amendement nr. 10 indien dat niet zou gesubamendeerd worden door het amendement nr. 11. Persoonlijk lijkt het hem dat een passende bekendmaking in dit kader zou kunnen bestaan in het acteren en het bekendmaken van het feit dat er transacties geweest zijn zonder evenwel de betrokkenen bij naam te noemen.

De heer Willems wijst erop dat naar aanleiding van de recente creatie van de «Vrije Markt» bij Euronext Brussel één van de voornaamste kritieken erin bestond dat er geen enkele bescherming voorzien is tegen «insider trading». In de Verenigde Staten is men al

longtemps de l'utilité de prévoir des règles contraignantes en la matière.

M. Steverlynck pense que, dans un certain nombre de cas, le fait de mentionner le nom de la personne concernée lors de la publication de la transaction n'apporte pas une grande valeur ajoutée.

M. Vankrunkelsven attire l'attention sur la double garantie prévue dans le texte de l'article 107*bis* proposé. Il est tout d'abord question d'une publicité «adéquate». Ensuite, la CBFA doit définir les modalités d'exécution de ces obligations dans un règlement approuvé par le Roi. La CBFA est évidemment tenue, à cet égard, de respecter toute autre législation existant dans notre pays, y compris celle relative à la protection de la vie privée.

Le représentant du ministre des Finances confirme, d'un point de vue juridique, la thèse de M. Steverlynck selon laquelle, si l'amendement n° 11 devait être adopté, la disposition qu'il contient concernerait tant l'aspect «rémunérations» que l'aspect «transactions». La directive 2004/72/CE ne concerne pas l'aspect «rémunérations», mais elle couvre largement ce qui est mentionné au deuxième tiret de l'article 107*bis* en projet.

À propos de ce dernier point, le ministre dit ne pas partager le point de vue de M. Steverlynck selon lequel la directive précitée n'exigerait pas de publicité nominative. La directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché) dispose, en son article 6.4., que «les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes (...) communiquent au moins à l'autorité compétente l'existence des opérations effectuées pour leur compte propre (...). Les États membres veillent à ce que le public ait aisément accès aux informations, au moins individuelles, concernant ces opérations dès que possible». Cette disposition de la directive-cadre n'a reçu exécution ni dans ses trois directives d'exécution, ni dans l'unique directive réglementaire prise en exécution de celle-ci, ce qui signifie qu'on estime, sur le plan européen, qu'elle est suffisamment claire en soi.

Reste à savoir comment interpréter la notions «d'opérations effectuées pour leur compte propre» et l'expression «au moins individuelles». Sous réserve des réponses que la Commission européenne pourrait donner aux questions que la Belgique pourrait lui poser dans le cadre de la préparation de la transposition de la directive en droit national, le ministre ne peut se ranger simplement à l'avis de M. Steverlynck sur ce point.

M. Steverlynck reconnaît que l'article 6.4. précité ne figure pas dans une directive d'exécution, mais il n'en

langer convaincu van het nut van stringente regels terzake.

De heer Steverlynck meent dat in een aantal gevallen de toevoeging van de naam van de betrokkene aan de bekendmaking van de transactie, niet veel toegevoegde waarde biedt.

De heer Vankrunkelsven wijst op het inbouwen van een dubbele garantie in de tekst van het voorgestelde artikel 107*bis*. Vooreerst is er sprake van een «passende» openbaarmaking. Daarnaast dient de CBFA, bij reglement goedgekeurd door de Koning, te bepalen hoe deze verplichtingen ten uitvoer worden gelegd. Daarbij is de CBFA vanzelfsprekend gehouden aan alle andere wetgeving die in ons land bestaat, inclusief die houdende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De vertegenwoordiger van de minister van Financiën bevestigt vanuit juridisch standpunt de stelling van de heer Steverlynck dat als amendement nr. 11 zou worden aangenomen, de daarin opgenomen bepaling zowel op het aspect bezoldigingen als op het aspect transacties zou slaan. De richtlijn 2004/72/EG slaat niet op het aspect bezoldigingen, maar dekt wel in grote mate wat onder het tweede gedachtestreepje van het onder het ontworpen artikel 107*bis* staat vermeld.

In verband met dat laatste deelt de minister niet de mening van de heer Steverlynck als zou voormelde richtlijn geen naamsgewijze openbaarmaking vragen. De richtlijn 2003/6/EG van het Europees parlement en de raad van 28 januari 2003 betreffende handel met voorwetenschap en marktmanipulatie (marktmissbruik) voorziet, in zijn artikel 6.4., dat «Personen met leidinggevende verantwoordelijkheid ..., moeten minimaal de bevoegde autoriteit in kennis stellen van transacties voor eigen rekening ... De lidstaten zorgen ervoor dat het publiek zo spoedig mogelijk gemakkelijk toegang heeft tot dergelijke informatie, op zijn minst in afzonderlijk vorm». Deze bepaling uit deze kaderrichtlijn heeft geen verdere uitvoering gekregen noch in haar drie uitvoerende richtlijnen, noch in de ene verordende richtlijn in uitvoering ervan. Dat betekent dat men op Europees vlak van oordeel is dat deze bepaling op zich voldoende duidelijk is.

De vraag rijst nu hoe de noties «transacties voor eigen rekening» en «op zijn minst in afzonderlijke vorm» moeten worden geïnterpreteerd. Onder voorbehoud van de antwoorden die de Europese commissie zou kunnen verstrekken op vragen die België haar in de voorbereiding van de omzetting naar nationaal recht zou kunnen stellen, kan de minister de heer Steverlynck niet zomaar op dat punt bijtreden.

De heer Steverlynck is akkoord met de stelling dat voormeld artikel 6.4. niet in een uitvoerende richtlijn

continue pas moins à s'interroger sur la valeur ajoutée de la publication nominative de toute cession de titres conférant le droit de vote. D'autre part, il partage l'argumentation selon laquelle une publicité « adéquate » inclut, pour la CBFA, diverses possibilités de faire une distinction, lors de l'élaboration de son règlement, entre une publicité adéquate des rémunérations et une publicité adéquate des opérations. Pour ce qui est des opérations, on pourrait se contenter de mentionner qu'il y a eu des opérations dont chacun sait qu'elles ont été effectuées par une personne liée à la société.

Monsieur Dedecker estime que cette vision des choses correspond à l'intention des auteurs de la proposition de loi. Selon lui, le fait de ne pas mentionner les noms de ceux qui ont effectué la transaction peut justement nourrir toutes sortes de spéculations.

Madame Crombé-Berton constate que tout le monde, y compris au sein du gouvernement, considère que l'article 107*bis* en projet n'est pas contraire à la législation relative à la protection de la vie privée. Elle suggère dès lors de mentionner clairement dans le texte que la publication doit être nominative. En faisant cela, on préviendrait tout problème d'interprétation, ce qui ne ferait qu'améliorer la sécurité juridique.

Le représentant du ministre note que la protection de la vie privée est réglée, et par le droit national, et par le droit international. En ce sens, l'amendement n° 11 n'ajoute pas grand-chose à l'obligation générale, qui vaut notamment pour la CBFA, de respecter la législation nationale dans les règlements. Il se pourrait, par contre, qu'il reste *de facto* sans suite au cas où la directive imposerait la publication de l'information en question, étant donné qu'elle occupe un rang supérieur dans la hiérarchie des règles juridiques.

Le ministre ne souhaite pas répondre pour l'heure à madame Crombé-Berton qui a demandé si la directive impose la publication des noms des intéressés, mais il estime en tout cas qu'il n'est pas évident qu'il faille répondre négativement à sa question.

Monsieur Vankrunkelsven ne voit aucune objection à une publication nominative. Les acteurs du marché doivent être informés du fait qu'une transaction importante a été effectuée par une personne qui est peut-être au courant de tout ce qui se passe au sein de l'entreprise.

Madame Crombé-Berton se réfère à la directive 2004/72/CE. Elle constate que cette directive d'application parle de « notification » et non pas de « publicité ». Comment faut-il interpréter la disposition de l'article 11.2. qui est rédigée comme suit : « Les

is opgenomen. Hij blijft wel vragen wat de toegevoegde waarde is van de *nominatim* publicatie van alle overdrachten van stemrechtverlenende effecten. Anderzijds kan hij zich wel vinden in de argumentatie dat « passende » openbaarmaking voor de CBFA verschillende mogelijkheden inhoudt om bij de uitwerking van haar reglement mogelijks het onderscheid te maken tussen een passende openbaarmaking in het geval van de remuneratie enerzijds en een passende openbaarmaking van transacties anderzijds. In dat laatste geval zou kunnen volstaan de melding dat er transacties gebeurd zijn waarbij iedereen weet dat de transactie gebeurd is door iemand die gelieerd is aan de vennootschap.

De heer Dedecker meent dat deze visie overeenstemt met de bedoeling van de indieners van het wetsvoorstel. Persoonlijk denkt hij dat het niet vermelden van de namen van diegene die de transactie heeft verricht, precies kan leiden tot allerhande speculaties.

Mevrouw Crombé-Berton stelt vast dat iedereen, inclusief de regering, ervan uitgaat dat het ontworpen artikel 107*bis* niet in strijd is met de wetgeving houdende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Zij suggereert om dan ook in de tekst duidelijk te vermelden dat de openbaarmaking op naam dient te gebeuren. Op die manier kunnen alle mogelijke interpretatieproblemen worden vermeden. Dat kan de rechtszekerheid alleen maar ten goede komen.

De vertegenwoordiger van de minister merkt op dat de bescherming van het privé-leven zowel door het nationaal als door het internationaal recht wordt geregeld. In die zin voegt het amendement nr. 11 weinig toe aan de algemene verplichting, ook voor de CBFA, om in haar reglementen de nationale wetgeving te respecteren. Daarentegen is het mogelijk dat het amendement *de facto* zonder gevolg blijft indien de informatie in kwestie door de richtlijn verplicht moet worden bekendgemaakt, want de richtlijn is een regel van een hogere rangorde.

Op de vraag van mevrouw Crombé-Berton of de richtlijn de openbaarmaking van de namen van de betrokkenen oplegt, wenst de minister zich op heden nog niet uit te spreken, maar het lijkt hem evenwel niet evident om te stellen dat zulks niet het geval is.

De heer Vankrunkelsven heeft er geen bezwaar tegen dat de openbaarmakingen op naam zou gebeuren. Marktparticipanten moeten weten dat iemand die mogelijks kennis heeft van het reilen en het zeilen van het bedrijf, een belangrijke transactie heeft gedaan.

Mevrouw Crombé-Berton verwijst naar Richtlijn 2004/72/CE. Zij stelt vast dat deze uitvoeringsrichtlijn het heeft over « melding » en niet over « openbaarmaking ». Hoe moet artikel 11.2 geïnterpreteerd worden : « De lidstaten dragen er zorg voor dat de bevoegde

États membres veillent à ce que les autorités compétentes s'abstiennent d'informer quiconque de l'identité des personnes qui ont notifié ces opérations si, en le faisant, elles leur nuisent ou risquent de leur nuire. »?

Mme Zrihen estime que la publication nominative de la rémunération de quelqu'un ne constitue pas une nuisance qui porterait atteinte au respect de sa vie privée.

Monsieur Vankrunkelsven estime qu'en ce qui concerne les rémunérations (article 107bis, § 1<sup>er</sup>, en projet), la publication emportera la mention des noms. Pour ce qui est du § 2 et, donc, des transactions sur actions, il est clairement fait référence aux directives européennes concernant cette matière. Il faudrait, si ces directives interdisaient la publication des noms dans les cas en question, que l'article 107bis, § 2, proposé en fasse autant.

Le représentant du ministre confirme que l'article 11.2. précité prévoit une dérogation à une obligation générale. Cette dérogation doit de toute façon être appréciée dans le contexte même de la directive. La CBFA devra veiller à ce qu'aucune information pouvant être dommageable ne soit rendue publique. Toute la question est évidemment de savoir dans quels cas une information peut être dommageable.

#### Article 4

##### *Amendement n° 6*

Monsieur Steverlynck dépose l'amendement n° 6 qui vise à insérer, dans le Titre 1<sup>er</sup>, chapitre IV, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, une section V nouvelle relative à la publicité des rémunérations.

Selon l'auteur, il vaut mieux inscrire les dispositions relatives aux sociétés de droit public dans la loi proposée qui viserait dès lors non seulement les sociétés anonymes de droit public, mais aussi les entreprises publiques autonomes.

Monsieur Vankrunkelsven estime que la définition des entreprises publiques économiques n'est pas toujours très claire. Il dit avoir essayé de donner, de la notion d'entreprise de droit public, une définition générale s'inscrivant dans le cadre du Code des sociétés, lequel fait explicitement référence à cette figure de droit dans son article 874.

La notion de « personne morale de droit public » est suffisamment large pour pouvoir englober les entreprises publiques autonomes qui doivent être soumises elles aussi aux obligations de transparence.

Monsieur Steverlynck estime qu'outre les personnes de droit moral auxquelles fait référence l'article 874 du

autoriteiten de identiteit van de persoon die de transactie heeft gemeld, aan niemand bekendmaken indien dit deze persoon schade zou of zou kunnen berokkenen." ?

Mevrouw Zrihen is van mening dat de openbaarmaking van de bezoldiging met naam, de betrokken persoon geen schade berokkent door de schending van zijn persoonlijke levenssfeer.

De heer Vankrunkelsven meent dat op het vlak van de bezoldigingen (ontworpen artikel 107bis, § 1) de openbaarmaking gepaard zal gaan met het vermelden van de namen. Wat § 2, en dus de aandelentransacties betreft, wordt duidelijk gerefereerd aan de betreffende Europese richtlijnen. Als die richtlijnen die bekendmaking van de namen in die gevallen zouden verbieden, dan dient dat ook in het kader van het voorgestelde artikel 107bis, § 2, te gebeuren.

De vertegenwoordiger van de minister bevestigt dat het voornoemde artikel 11.2. een uitzondering op een algemene verplichting creëert. De uitzondering moet evenwel binnen de context zelf van de richtlijn worden beoordeeld. Er zal door de CBFA moeten worden gelet dat informatie niet wordt bekendgemaakt indien deze schade zou kunnen berokkenen. De vraag luidt dan in welke gevallen kan worden geacht dat schade zou worden berokkend.

#### Artikel 4

##### *Amendement nr. 6*

De heer Steverlynck dient het amendement 6 in dat ertoe strekt in titel I, Hoofdstuk IV van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven een nieuwe Afdeling V in te voegen over de openbaarmaking van vergoedingen.

Volgens de auteur is het beter om de bepalingen over vennootschappen van publiek recht op te nemen in deze wet. Hierdoor kunnen, naast de naamloze vennootschappen van publiek recht, ook de autonome overheidsbedrijven gevat worden.

De heer Vankrunkelsven stelt dat de definitie van overheidsbedrijven niet altijd even helder is. Hij heeft gepoogd met een algemene omschrijving « vennootschap van publiek recht » te blijven binnen het kader van het Wetboek van vennootschappen waar in het artikel 874 uitdrukkelijk naar die rechtsvorm wordt verwezen.

De term « publiekrechtelijke rechtspersoon » is ruim genoeg om er ook de autonome overheidsbedrijven in op te nemen, want zij moeten ook onderworpen worden aan de transparantieplichtingen.

De heer Steverlynck meent dat, naast de publiekrechtelijke rechtspersonen waarnaar artikel 874 van

Code des sociétés, il y a des entreprises publiques autonomes qui n'ont pas le statut de société. Si l'obligation de transparence doit valoir également pour ces dernières, il faut le prévoir dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. La notion « d'entreprise publique autonome » ne figure en effet pas dans le Code des sociétés.

Le représentant du ministre des Finances confirme que les entreprises publiques autonomes ne sont pas toutes des sociétés commerciales.

À côté de cela se pose un autre problème juridique. La relation entre le Code des sociétés et les législations spéciales concernant, par exemple, les entreprises publiques autonomes visées par la loi du 21 mars 1991, est une relation entre le droit général et le droit spécial. Les lois spéciales en question précisent le plus souvent que les personnes qu'elles visent sont soumises au Code des sociétés, sans préjudice des dérogations qu'elles pourraient prévoir.

Le Code des sociétés a rendu applicables à ces personnes morales de droit public (art. 874) certaines matières limitées (certaines obligations de publicité, les opérations à effectuer par les commissaires, l'organisation de l'assemblée générale, les dispositions relatives au maintien du capital et à l'acquisition d'actions propres en régime général). Cette disposition n'empêche pas qu'une loi particulière puisse encore prévoir que « les dispositions du Code des sociétés s'appliquent sans préjudice des dérogations stipulées dans la présente loi ». Par conséquent, il est tout à fait possible que ces mêmes obligations rendues applicables à ces personnes morales de droit public en vertu de l'article 874 du Code des sociétés soient à nouveau supprimées par une loi particulière. Le même sort guette l'article 107ter proposé ici. La légistique recommande d'inscrire les obligations de publicité dans la législation particulière plutôt que dans le Code des sociétés.

M. Vankrunkelsven souhaite faire en sorte qu'un certain nombre de sociétés de droit public qui ne sont pas des entreprises publiques autonomes puissent quand même être visées; il dépose à cet effet l'amendement n° 7 (*cf. infra*), qui vise à insérer dans la proposition de loi, en tant qu'article 4bis, l'article 4 proposé dans l'amendement n° 6 de M. Steverlynck.

het Wetboek van vennootschappen, verwijst, er ook autonome overheidsbedrijven zijn die niet het statuut van vennootschap hebben. Als de transparantie ook voor deze autonome overheidsbedrijven moet gelden, dan moet dit in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven worden opgenomen. De notie « autonoom overheidsbedrijf » is immers niet in het Wetboek van vennootschappen voorzien.

De vertegenwoordiger van de minister van Financiën beaamt dat niet alle autonome overheidsbedrijven handelsvennootschappen zijn.

Daarnaast stelt zich een ander juridisch probleem. De relatie tussen het Wetboek van vennootschappen en de bijzondere wetgevingen in verband met bijvoorbeeld de autonome overheidsbedrijven zoals bepaald door de wet van 21 maart 1991, is deze tussen het algemeen recht en het bijzondere recht. Meestal in dergelijke types van bijzondere wetgeving wordt gezegd « Het Wetboek van vennootschappen is van toepassing op de personen bedoeld in deze wet, onverminderd de afwijkingen die deze wet daarop zou kunnen voorzien ».

Het Wetboek van vennootschappen heeft bepaalde beperkte materies (bepaalde openbaarmakingsverplichtingen, de operaties die de commissarissen moeten uitvoeren, de organisatie van de algemene vergadering, bepalingen met betrekking tot de instandhouding van het kapitaal en het verkrijgen van eigen aandelen bij algemeen recht) van toepassing gemaakt op deze publiekrechtelijke rechtspersonen (artikel 874). Deze bepaling belet niet dat een bijzondere wetgeving nog steeds kan voorzien dat « de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen zijn van toepassing onverminderd de afwijkingen die in deze wet worden gestipuleerd ». Het is bijgevolg heel goed mogelijk dat diezelfde verplichtingen die ingevolge artikel 874 van het Wetboek van handelsvennootschappen worden van toepassing gemaakt op deze publiekrechtelijke rechtspersonen, in een bijzondere wet opnieuw worden « weggeschreven ». Dat kan ook het lot worden van het hier voorgestelde artikel 107ter. Het is legistiek aangewezen om de openbaarmakingsverplichtingen in te schrijven in de bijzondere wetgeving eerder dan in het Wetboek van vennootschappen.

De heer Vankrunkelsven wenst ervoor te zorgen dat een aantal publiekrechtelijke vennootschappen die geen autonome overheidsbedrijven zijn, toch zouden worden gevat, door het in amendement nr. 6 van de heer Steverlynck voorgestelde artikel 4 als een artikel 4bis in het wetsvoorstel in te lassen. Hij dient daartoe amendement nr. 7 in (*zie infra*).

*Amendement n° 12*

L'amendement n° 12 de M. Collas et consorts (doc. Sénat n° 3-872/4) vise à ajouter les intercommunales au champ d'application de l'article 107<sup>ter</sup> proposé.

Mme Crombé-Berton estime que s'il y a publicité, cela vise aussi les intercommunales et les mutualités. En effet, il n'y a pas de raison de limiter le champ d'application de la proposition de loi aux seules sociétés cotées en bourse et aux sociétés de droit public puisqu'il y a d'autres personnes juridiques qui bénéficient également de fonds publics.

Mme Kapompolé estime qu'à première vue, cet amendement semble inutile. Par exemple, en Région wallonne, le décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes régit le fonctionnement des intercommunales et établit toute une série de règles notamment de « corporate governance ». Par conséquent, s'il y a lieu d'apporter des améliorations, c'est ledit décret qui devrait être adapté. C'est d'autant plus vrai que ce décret ne peut pas déroger au Code des sociétés. En Wallonie aussi, depuis un certain temps déjà, les rémunérations et mandats des membres des conseils d'administration et des comités de direction des intercommunales, sont de notoriété publique.

Mme Crombé-Berton de son côté est d'avis que l'amendement n° 12 va plus loin que la portée du décret du 5 décembre 1996. La proposition de loi à l'étude ici parle de « comité de direction », de tout membre qui prend part à l'administration ou à la gestion tandis que le décret n'a trait qu'aux seuls administrateurs.

Sur le plan du contenu, M. Vankrunkelsven estime lui aussi que les intercommunales doivent également faire preuve d'une transparence suffisante en matière de rémunérations. Mais étant donné qu'il s'agit d'une compétence essentiellement régionale, il pense qu'il serait préférable d'agir à ce niveau, le cas échéant. En Flandre aussi, le fonctionnement des intercommunales est régi par un décret.

Bien que lui-même partisan de la transparence dans les intercommunales, M. Steverlynck ne peut accepter l'amendement n° 12 parce que la proposition de loi adapte le Code des sociétés et que les intercommunales relèvent de la compétence des régions.

M. Dedecker rappelle que lors de l'audition menée en commission « *Corporate Governance* », il avait même été dit que les grandes ASBL, les hôpitaux publics, les syndicats, etc. devaient tendre à la même transparence que celle exigée ici des entreprises cotées en bourse. Toutefois, il ne souhaite par régler cette question dans le cadre de la proposition à l'examen.

*Amendement nr. 12*

Amendement nr. 12 van de heer Collas c.s. (Stuk Senaat, nr. 3-872/4) strekt ertoe aan het toepassingsveld van het voorgestelde artikel 107<sup>ter</sup> ook de intercommunales toe te voegen.

Mevrouw Crombé-Berton vindt dat de openbaarmaking, indien zij er komt, ook dient te worden toegepast op de intercommunales en de ziekenfondsen. Er is immers geen enkele reden om het toepassingsveld van het wetsvoorstel te beperken tot de ter beurze genoteerde en de publiekrechtelijke vennootschappen, als er nog andere rechtspersonen zijn die openbare middelen krijgen.

Mevrouw Kapompolé meent dat dit amendement op het eerste gezicht overbodig is. In het Waalse Gewest bijvoorbeeld, wordt de werking van de intercommunales geregeld door het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales, dat een hele reeks regels oplegt, met name van « corporate governance ». Indien er dus verbeteringen nodig zijn, moet het decreet worden aangepast. Bovendien kan dit decreet niet afwijken van het Wetboek van Vennootschappen. Ook in Wallonië zijn de bezoldigingen en de mandaten van de leden van de raden van bestuur en de directiecomités van intercommunales al enige tijd bekend.

Mevrouw Crombé-Berton echter vindt dat amendement nr. 12 verder reikt dan het decreet van 5 december 1996. Het voorliggende wetsvoorstel heeft het over « het directiecomité en (...) alle personen die, onder welke benaming of in welke hoedanigheid ook, deelnemen aan het bestuur of het beleid », terwijl het decreet enkel betrekking heeft op de bestuurders.

De heer Vankrunkelsven is het er inhoudelijk mee eens dat ook intercommunales voldoende transparantie inzake bezoldigingen aan de dag moeten leggen. Doch aangezien het hier grotendeels om een gewestelijke bevoegdheid gaat, geeft hij er de voorkeur aan dat desgevallend op dat niveau wordt opgetreden. Ook in Vlaanderen regelt een decreet de werking van intercommunales.

Ook al is de heer Steverlynck voorstander van transparantie bij de intercommunales, toch kan hij het amendement nr. 12 niet aanvaarden, omdat het wetsvoorstel het Wetboek van vennootschappen aanpast en intercommunales onder de bevoegdheid van de gewesten vallen.

De heer Dedecker herinnert eraan dat op de hoorzitting met de commissie « *Corporate Governance* » zelfs is geopperd dat ook grote VZW's, openbare ziekenhuizen, vakbonden, enz. dezelfde transparantie zouden moeten nastreven als wat hier van de beursgenoteerde bedrijven wordt gevraagd. Hij wil dat evenwel niet regelen in het kader van dit wetsvoorstel.

Mme Annane ne comprend pas pourquoi le champ d'application de l'article 107<sup>ter</sup> ne pourrait pas être étendu aux intercommunales. Cela lui paraît relever de l'équité.

#### Article 4bis

L'amendement n° 7 de M. Vankrunkelsven tend à insérer ici un article visant à intégrer dans la loi du 21 mars 1991 une « Section V. Publicité des rémunérations ».

M. Vankrunkelsven renvoie à son intervention dans le cadre de la discussion de l'amendement n° 6 à l'article 4. Il retire dès lors son amendement n° 7.

On avait suggéré alors de faire également des « entreprises publiques autonomes » une des catégories visées par la proposition de loi. Toutefois, la loi du 21 mars 1991 sur les entreprises publiques autonomes a été adaptée par l'article 502 de la loi-programme du 24 décembre 2002, qui a ajouté un § 4 à l'article 17. Par ailleurs, l'article 503 de la même loi-programme a ajouté une disposition à l'article 27, § 2, de la loi sur les entreprises publiques. Dans les deux cas, l'ajout règle plus en détails les modalités de la publicité des rémunérations des membres des organes d'administration.

Ces modifications impliquent que les entreprises publiques autonomes soient déjà soumises à une obligation de transparence poussée. En outre, la plupart des entreprises publiques autonomes adoptent la forme de sociétés anonymes de droit public, de sorte qu'elles entrent dans le champ d'application de la proposition de loi à l'examen.

C'est la raison pour laquelle M. Vankrunkelsven retire son amendement.

M. Steverlynck maintient son point de vue selon lequel il faut exiger une plus grande transparence des entreprises publiques autonomes qui ne sont pas des sociétés de droit public.

Selon lui, les articles 17, § 4, et 27, § 2, de la loi du 21 mars 1991 ne traitent pas de la publicité mais du rapport du comité des rémunérations et de la manière dont les décisions doivent être prises. En conséquence, les entreprises publiques autonomes qui n'ont pas adopté la forme d'une S.A. de droit public devraient faire preuve de moins de transparence dans le cas où seul l'article 17, § 4, de la loi du 21 mars 1991 leur serait applicable. Cela n'est pas suffisant. Les entreprises publiques doivent être soumises au même traitement que les sociétés de droit public.

M. Vankrunkelsven souhaite également qu'il en soit ainsi. Seulement, il fait référence à l'article 27, § 2,

Mevrouw Annane begrijpt niet waarom het toepassingsgebied van artikel 107<sup>ter</sup> niet zou kunnen worden uitgebreid tot de intercommunales. Dat lijkt haar een kwestie van billijkheid.

#### Artikel 4bis

Amendement nr. 7 van de heer Vankrunkelsven strekt ertoe om hier een artikel in te lassen dat in de wet van 21 maart 1991 een « Afdeling V. Openbaarmaking van de vergoedingen » wil invoeren.

De heer Vankrunkelsven verwijst naar zijn tussenkomst in de bespreking van amendement nr. 6 op artikel 4. De heer Vankrunkelsven trekt dan ook zijn amendement nr. 7 in.

Er werd toen gesuggereerd om ook de « autonome overheidsbedrijven » als categorie onder het toepassingsgebied van het wetsvoorstel te laten vallen. Evenwel, de wet van 21 maart 1991 op de autonome overheidsbedrijven is aangepast door artikel 502 van de programmawet van 24 december 2002 dat aan artikel 17 een § 4 heeft toegevoegd. Artikel 503 van dezelfde programmawet heeft overigens een bepaling toegevoegd aan artikel 27, § 2, van de wet op de overheidsbedrijven. In beide gevallen wordt de bekendmaking van de bezoldigingen van de leden van de beheersorganen nader geregeld.

Deze wijzigingen impliceren dat autonome overheidsbedrijven reeds een verregaande transparantie wordt opgelegd. Daarenboven schakelen de meeste autonome overheidsbedrijven over naar naamloze vennootschappen van publiek recht en worden ze gevat door het voorliggende wetsvoorstel.

Daarom trekt de heer Vankrunkelsven zijn amendement in.

De heer Steverlynck blijft bij zijn stelling dat meer transparantie moet worden geëist van de autonome overheidsbedrijven die geen vennootschap van publiek recht zijn.

Volgens deze spreker handelen de artikelen 17, § 4, en 27, § 2, van de wet van 21 maart 1991 niet over de openbaarmaking, maar over het verslag van het bezoldigingscomité en de wijze waarop de beslissingen dienen te gebeuren. Bijgevolg zouden autonome overheidsbedrijven die niet de vorm van een N.V. van publiek recht hebben aangenomen, minder transparantie moeten vertonen indien voor hen enkel artikel 17, § 4, van de wet van 21 maart 1991 geldt. Dit volstaat niet. Overheidsbedrijven moeten op een identieke wijze als de vennootschappen van publiek recht behandeld worden.

De heer Vankrunkelsven wenst dit ook. Alleen wijst hij op artikel 27, § 2, tweede lid, van de wet

alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991, qui dispose que «le rapport de gestion comprendra en outre des informations complètes sur la rémunération des membres des organes de gestion ainsi que sur les mandats et les rémunérations y afférentes». Comme le rapport de gestion est de toute façon publié, ces rémunérations peuvent être connues.

M. Steverlynck estime qu'il serait judicieux que la proposition de loi prévoie également une publicité adéquate pour ces rapports de gestion. Pour lui, la publicité va plus loin que la simple information des actionnaires par le biais du rapport annuel.

Mme Crombé-Berton souhaite savoir quelles sociétés relèvent exactement de la «Sous-section IV. Des sociétés de droit public». L'État fédéral est-il bien compétent pour des sociétés de droit public qui sont la propriété d'une région ?

M. Vankrunkelsven estime qu'il faut établir une distinction entre, d'une part, les intercommunales, dont le fonctionnement est régi par décret, et, d'autre part, toutes les sociétés de droit public, qu'elles aient été constituées ou non par une région. Les sociétés de cette dernière catégorie relèvent de l'article 107ter, indépendamment du lieu où elles sont établies.

M. Steverlynck confirme qu'à partir du moment où une société de droit public est une société commerciale en vertu de la législation, elle entre dans le champ d'application de cette disposition, quels que soient ses actionnaires. Mais lorsque l'entreprise publique en question n'a pas adopté la forme d'une société, elle ne relève pas de l'article 107ter en projet.

#### Article 5

Cet article ne donne lieu à aucune remarque.

#### Article 5bis

M. Vankrunkelsven dépose l'amendement technique n° 8, qui vise à insérer un article nouveau en vue d'adapter l'article 874, § 1<sup>er</sup>, du Code des sociétés. Cette dernière disposition énumère les articles du Code des sociétés applicables aux personnes morales de droit public qui ont pris la forme juridique d'une société commerciale.

M. Collas et consorts déposent également un amendement — n° 13 — qui vise à insérer un article 5bis. L'objectif est d'étendre le champ d'application de la proposition de loi aux mutualités et aux unions nationales de mutualités. La justification est analogue à celle de l'amendement n° 12 à l'article 3,

van 21 maart 1991 waarin staat «Het beheersverslag omvat verder volledige informatie over de bezoldiging van de leden van de beheersorganen alsook over de mandaten en de bijhorende bezoldigingen ...». Het beheersverslag wordt toch openbaar gemaakt, bijgevolg zijn die bezoldigingen toch kenbaar.

De heer Steverlynck vindt het zinvol dat het wetsvoorstel ook een passende openbaarmaking zou voorzien voor die beheersverslagen. Voor hem gaat openbaarmaking verder dan alleen het informeren van de aandeelhouders via het jaarverslag.

Mevrouw Crombé-Berton vraagt welke vennootschappen exact onder de «Onderafdeling IV. Vennootschappen van publiek recht» vallen. Is het federale niveau wel bevoegd voor vennootschappen naar publiek recht die eigendom zijn van een gewest ?

De heer Vankrunkelsven meent dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen enerzijds de intercommunales, waarvan de werking bij decreet wordt geregeld, en anderzijds alle vennootschappen van publiek recht onafhankelijk van het feit of zij door een gewest zijn opgericht. Deze laatste categorie valt onder artikel 107ter onafgezien van de plaats waar ze gevestigd zijn.

De heer Steverlynck bevestigt dat zodra een vennootschap van publiek recht volgens de wetgeving een handelsvennootschap is, ongeacht wie de aandeelhouders zijn, ze onder deze bepaling valt. Maar wanneer het betrokken overheidsbedrijf geen vennootschapsvorm heeft aangenomen, valt het niet onder het ontworpen artikel 107ter.

#### Artikel 5

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

#### Artikel 5bis

De heer Vankrunkelsven dient een technisch amendement nr. 8 in om een nieuw artikel in te lassen dat moet zorgen voor een aanpassing van artikel 874, § 1, van het Wetboek van vennootschappen. Dat bevat een opsomming van de artikelen uit dat wetboek die van toepassing zijn op de publiekrechtelijke rechtspersonen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen.

Ook de heer Collas c.s. dient een amendement in, namelijk amendement nr. 13, dat een artikel 5bis wil invoegen. Het betreft een uitbreiding van het toepassingsgebied van het wetsvoorstel tot de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen. De verantwoording is analoog aan die bij amendement nr. 12 op

par lequel les mêmes auteurs souhaitent également étendre le champ d'application aux intercommunales.

M. Vankrunkelsven estime qu'à partir du moment où une organisation utilise des moyens qui sont fournis soit par des actionnaires individuels, soit par le public, la transparence devrait effectivement être totale. Les ONG devraient, elles aussi, se tenir à ce principe.

Toutefois, comme les mutualités ne sont pas des sociétés, l'intervenant se demande si cet amendement a bien sa place dans la proposition de loi à l'examen. Il préférerait voir régler cette question dans le cadre d'une autre initiative législative.

M. Steverlynck dépose ensuite l'amendement n° 14 (sous-amendement à l'amendement n° 13), qui tend à supprimer les mots «et de toutes personnes qui, sous quelque dénomination et en quelque qualité que ce soit, prennent part à l'administration ou à la gestion».

#### Article 6

M. Vankrunkelsven dépose l'amendement n° 2, qui concerne l'entrée en vigueur.

Il propose, pour l'article en question, la formulation suivante :

«La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge*.»

M. Vankrunkelsven estime que la date proposée — le 1<sup>er</sup> janvier 2005 — ne pourra vraisemblablement pas être respectée et qu'il est dès lors plus indiqué de fixer l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit le jour de la publication de la loi au *Moniteur belge*. Il est en outre préférable de traiter sur un pied d'égalité toutes les sociétés concernées par la proposition et de ne pas faire de distinction entre les sociétés cotées en bourse qui font partie de l'indice BEL20 et les autres sociétés.

M. Steverlynck dépose l'amendement n° 9, qui concerne lui aussi l'entrée en vigueur.

\*  
\* \*

artikel 4 waarbij dezelfde indieners het toepassingsgebied eveneens willen uitbreiden tot de intercommunales.

De heer Vankrunkelsven stelt dat inderdaad vanaf het ogenblik dat een organisatie middelen gebruikt die ofwel door individuele aandeelhouders ofwel door het publiek worden verstrekt, de transparantie volledig zou moeten zijn. Ook de NGO's zouden zich daaraan moeten houden.

Vermits evenwel de ziekenfondsen geen vennootschappen zijn betwijfelt spreker of dit amendement wel in het wetsvoorstel op zijn plaats is. Hij wenst dat liever met een ander initiatief geregeld te zien.

De heer Steverlynck dient vervolgens amendement nr. 14 in (subamendement op amendement nr. 13) dat ertoe strekt de woorden «en van alle personen die onder welke benaming of in welke hoedanigheid ook, deelnemen aan het bestuur of het beleid» in amendement nr. 13 te schrappen.

#### Artikel 6

De heer Vankrunkelsven dient het amendement nr. 2 in dat de inwerkingtreding betreft.

Het amendement luidt als volgt :

«Deze wet treedt in werking op de eerstvolgende eerste januari na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.»

De heer Vankrunkelsven meent dat de voorgestelde datum van 1 januari 2005 waarschijnlijk niet haalbaar is en dat het bijgevolg aangewezen is om de inwerkingtreding te voorzien op de eerste januari van het jaar dat volgt op de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*. Daarnaast is het ook aangewezen om alle vennootschappen die onder dit voorstel vallen, gelijk te behandelen en geen onderscheid te maken tussen genoteerde vennootschappen die behoren tot de BEL20-index en andere vennootschappen.

De heer Steverlynck dient het amendement nr. 9 in dat eveneens de inwerkingtreding betreft.

\*  
\* \*

## IV. VOTES

L'article 1<sup>er</sup> est adopté par 9 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 1 à l'article 2 et l'article 2 ainsi amendé sont adoptés par un vote identique.

À l'article 3, les amendements n° 3, 4 et 5 sont retirés par leur auteur. L'amendement n° 10 est adopté par 9 voix et 3 abstentions. L'amendement n° 11 est rejeté par 8 voix contre 3 et 1 abstention. L'article 3 amendé est adopté par 9 voix et 3 abstentions.

À l'article 4, l'amendement n° 6 est rejeté par 8 voix contre 3 et 1 abstention. L'amendement n° 12 est également rejeté par 8 voix contre 1 et 3 abstentions. L'article 4 est adopté par 9 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 7, qui tend à insérer un article 4*bis* (nouveau), est retiré par son auteur.

L'article 5 est adopté par 9 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 8, qui tend à insérer un article 5*bis* (nouveau), est adopté par 9 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 14, qui sous-amende l'amendement n° 13 et vise également à insérer un article 5*bis* (nouveau), est rejeté par 8 voix contre 1 et 3 abstentions. L'amendement n° 13 est rejeté par 8 voix contre 3 et 1 abstention.

L'amendement n° 2 à l'article 6 est adopté par 9 voix et 3 abstentions. L'amendement n° 9, au même article, est retiré par son auteur.

L'ensemble de la proposition de loi ainsi amendée a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 10 membres présents.

*Les rapporteurs,*  
Pierre GALAND.  
Etienne SCHOUPPE.

*Le président,*  
Jean-Marie DEDECKER.

\*  
\* \*

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Voir : Doc. Sénat n° 3-872/6

## IV. STEMMINGEN

Het artikel 1 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 3 onthoudingen.

Amendement 1 bij artikel 2 en het aldus geamendeerde artikel 2 worden met dezelfde stemmenverhouding aangenomen.

Bij artikel 3 worden de amendementen 3, 4 en 5 bij ingetrokken door de auteur. Het amendement 10 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 3 onthoudingen. Het amendement 11 wordt verworpen met 8 tegen 3 stemmen bij één onthouding. Het geamendeerde artikel 3 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 3 onthoudingen.

Bij artikel 4 wordt het amendement 6 verworpen met 8 tegen 3 stemmen bij één onthouding. Het amendement 12 wordt eveneens verworpen met 8 tegen één stem bij 3 onthoudingen. Het artikel 4 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 3 onthoudingen.

Amendement 7 dat een artikel 4*bis* (nieuw) invoegt, wordt ingetrokken door de auteur.

Het artikel 5 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 3 onthoudingen.

Amendement 8 dat een artikel 5*bis* (nieuw) invoegt, wordt aangenomen met 9 stemmen bij 3 onthoudingen.

Subamendement 14 op amendement 13 dat ook een artikel 5*bis* (nieuw) wenst in te voeren, wordt verworpen met 8 stemmen tegen één stem bij 3 onthoudingen. Amendement 13 wordt verworpen met 8 tegen 3 stemmen bij één onthouding.

Amendement 2 bij artikel 6 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 3 onthoudingen. Amendement 9 bij hetzelfde artikel wordt ingetrokken door de auteur.

Het geamendeerde wetsvoorstel in zijn geheel wordt aangenomen met 9 stemmen bij 3 onthoudingen.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd door de 10 aanwezige leden.

*De rapporteurs,*  
Pierre GALAND.  
Etienne SCHOUPPE.

*De voorzitter,*  
Jean-Marie DEDECKER.

\*  
\* \*

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Zie : Stuk Senaat nr. 3-872/6.